

A silhouette of a person wearing a hijab, looking out of a window. The person's hands are clasped in front of them. The background shows a bright, out-of-focus view of a building and some greenery.

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique
économique dominants constituent
une forme de violence basée sur le
genre

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 22 NOVEMBRE
2022, 00 H 01 UTC

Dana Abed (Oxfam) et
Fatimah Kelleher (Nawi – Afrifem Macroeconomics Collective)



OXFAM

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Remerciements

Oxfam remercie Amina Hersi, Rebecca Shadwick, Victoria Stetsko, Andreas Larsen, Fiana Arbab, Nadia Daar, Nabil Abdo, Anam Pervez, Anthony Kamande, Clare Coffee, Esme Berkhout, Amber Parkes, Neelanjana Mukhia, Amita Pitre et Asmaa Abu Meziad pour leur aide.

Oxfam remercie les experts et expertes ayant généreusement apporté leur aide :

Marina Pervin, directrice générale d'Initiative for Right View (IRV), Khulna, Bangladesh ; Kazi Zaved Khalid Pasha Joy, coordinateur au sein d'Initiative for Right View (IRV), Khulna, Bangladesh ; Shereen Talaat, co-directrice d'Arab Watch Coalition ; Monica Erwér, conseillère en autonomisation économique des femmes, Kvinna till Kvinna Foundation ; et Candelaria Botto, directrice d'EcoFeminita.

Conception : Nigel Wilmott et Marc Rechdane.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard)

Image de couverture :

Erni est une survivante de violences basées sur le genre

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	2
AVANT-PROPOS	4
RÉSUMÉ	5
CHAPITRE 1 : INTRODUCTION - LA (FAUSSE) LOGIQUE DE L'AUSTÉRITÉ	8
L'austérité est un choix politique dont le prix pèse sur les femmes et les filles	10
Le rôle du FMI dans la promotion de l'austérité	11
Comment les politiques macroéconomiques renforcent le patriarcat	14
CHAPITRE 2 : L'AUSTÉRITÉ ET SES NOMBREUSES COUCHES DE VIOLENCE ÉCONOMIQUE BASÉE SUR LE GENRE	16
Partie I : Services publics, protection sociale et dépenses sociales	17
Services publics	17
Protection sociale et dépenses sociales	20
Partie II : Travail sous-payé et réduction de la masse salariale publique	23
Travail sous-payé, droits du travail et informalisation accrue du travail	23
Réduction de la masse salariale du secteur public	26
Partie III : Travail de soin non rémunéré, pauvreté en temps et perte des droits économiques et politiques des femmes	28
CHAPITRE 3 : DES ALTERNATIVES FÉMINISTES COMME PROPOSITIONS VIABLES POUR METTRE FIN À L'AUSTÉRITÉ	29
Dépasser l'austérité moyennant des alternatives économiques féministes	29
1. Adopter une budgétisation et une fiscalité féministes	30
2. Investir dans les biens, les services et les infrastructures publics, et lutter contre la privatisation	32
3. Garantir un travail décent et une protection sociale	33
4. Investir dans la recherche et la production de connaissances afin de mieux éclairer les décisions	33
5. Soutenir la représentation et l'organisation féministes	34
NOTES	35

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Avant-propos

Alors que le monde traverse ce qui a été surnommé «les trois C» (COVID-19, conflits et crise climatique), il ne fait aucun doute qu'au cœur de la complexité de ces enjeux se trouve la domination d'un ordre mondial néolibéral. Cet ordre néolibéral est profondément patriarcal et nous savons bien que les femmes continuent à porter le plus lourd fardeau.

Le présent rapport démontre clairement comment l'austérité constitue un acte de violence envers la vie des femmes, des filles et des personnes de genre non-normatif. Les mesures d'austérité appellent à l'assainissement des finances publiques et/ou la réduction des déficits fiscaux. Les lacunes engendrées par l'assainissement des finances publiques sont multiples et s'entrecroisent à la fois directement et indirectement. Ce rapport illustre la tendance observée dans de nombreux pays appliquant des mesures d'austérité; des coupes opérées dans la fonction publique aux coupes budgétaires affectant la protection sociale. Ces mesures entraînent des disparités pesant en grande partie sur les ménages, en particulier sur les femmes, avec un État de plus en plus en retrait.

Du point de vue néolibéral, l'austérité est présentée comme une solution logique et inévitable. Mais elle ne l'est pas. Ces décisions économiques découlent de ce que les personnes au pouvoir valorisent et de qui elles valorisent. Les autrices du présent rapport appellent à prendre conscience du fait que les politiques macroéconomiques ont un impact direct sur la vie des femmes, des filles et des personnes de genre non-normatif et constituent en fait une forme de violence basée sur le genre. Cela s'inscrit dans un mouvement grandissant qui cherche à abandonner les interventions ciblant les moyens de subsistance individuels au profit d'interventions visant une transformation structurelle et systémique.

La difficulté réside ici en partie non seulement dans le fait de proposer une réflexion critique et de définir le problème, mais aussi dans la proposition de solutions. Le mouvement féministe reste fidèle à la pratique radicale consistant à imaginer et à envisager une autre réalité. Ancré dans cette pratique, le rapport offre, sous la forme de cinq propositions claires, une porte d'entrée vers un ensemble de connaissances en matière d'alternatives économiques féministes.

L'illogisme de l'austérité et ses impacts violents pour les femmes, les filles et les personnes de genre non-normatif continuent de questionner le concept néolibéral et patriarcal consistant à envisager la croissance économique aux dépens de la vie des personnes et en particulier des groupes en marge du pouvoir, et à attendre en plus de ces mêmes personnes qu'elles combler les lacunes. En vérité, nous savons pertinemment ce qu'il faut faire. Il faut mettre fin à l'austérité. Ce rapport appelle avec audace à soutenir un nouvel ordre économique mondial concret, ancré dans des principes fondamentaux de justice redistributive pour toutes et tous.

Crystal Simeoni
DirectriceNawi –Afrifem Macroeconomics Collective



RÉSUMÉ

Les États cherchent à appliquer des mesures d'austérité au moment où le monde est confronté à une crise majeure du coût de la vie et tente de se remettre de la pandémie de COVID-19. **D'ici 2023, 85 % de la population mondiale vivra sous l'emprise de mesures d'austérité¹. Les conséquences seront inévitables pour la plupart de ces personnes, en particulier pour les femmes, les filles et les personnes non binaires.**

Les mesures d'austérité se caractérisent principalement par des réductions rapides et profondes des dépenses publiques (généralement dans l'éducation, la santé et la protection sociale), souvent accompagnées d'une hausse des recettes fiscales, notamment par des impôts régressifs ou indirects, plutôt que par l'imposition des richesses. En période d'austérité, des milliers de milliards de dollars sont utilisés pour soutenir les entreprises². Cela s'accompagne souvent d'une déréglementation croissante du secteur privé, alors même que les personnes aux revenus les plus faibles se retrouvent privées d'un soutien dont elles ont besoin, avec des emplois de moins en moins nombreux et de plus en plus précaires. **Ces décisions de politique économique reflètent les choses et les personnes auxquelles les personnes au pouvoir accordent de la valeur.**

Les politiques d'austérité mêlent patriarcat et idéologie néolibérale pour exploiter davantage encore les personnes qui sont déjà les plus opprimées de la société, faisant délibérément fi de leurs besoins. La marchandisation et l'exploitation du travail des femmes (souvent mal payé et rendu très précaire par l'érosion des réglementations du travail dans un contexte de mondialisation soumise au marché) sont des problèmes de classe et de genre qui illustrent cet état de fait³. **L'austérité n'est pas seulement une politique sexospécifique ; c'est aussi un processus sexospécifique dans sa « quotidienneté », la façon dont elle imprègne la vie quotidienne des femmes en particulier : dans leurs revenus, leurs responsabilités en matière de soins, leur capacité à accéder à des services aussi essentiels que la santé, l'eau et le transport, ainsi que dans leur sécurité générale et l'absence de violences physiques à leur encontre à la maison, au travail et dans la rue.**

Les mesures d'austérité nuisent de manière disproportionnée aux femmes, aux filles et aux personnes non binaires, en particulier celles qui vivent à l'intersection d'inégalités fondées sur la race, l'origine ethnique, la caste et l'âge. Pourtant, les responsables de l'élaboration des politiques continuent de faire ce choix violent, sexiste et raciste, hérité du colonialisme, qui fait directement écho à la confiscation disproportionnée du pouvoir et des ressources par les pays du Nord dans ceux du Sud. La violence basée sur le genre ne se limite pas aux abus interpersonnels et à la violence dans la rue ; elle inclut les décisions de politique macroéconomique qui portent atteinte aux femmes, aux filles et aux personnes non binaires sur le plan physique, émotionnel et psychologique. Les mesures d'austérité et les préjudices qu'elles entraînent sont une forme de violence basée sur le genre.

Il a été démontré que les mesures d'austérité les plus courantes précipitent à la fois les formes directes et indirectes de violences faites aux femmes, aux filles et aux personnes non binaires. Cela va de la réduction de la masse salariale publique, alors que le secteur public emploie majoritairement des femmes, à la réduction des dépenses de santé et de la protection sociale sur lesquelles les femmes et leurs familles comptent pour leur survie. **Par exemple, plus de 54 % des pays qui prévoient de réduire encore leur budget de protection sociale en 2023 dans le cadre de nouvelles mesures d'austérité n'offrent déjà qu'une aide minimale ou nulle à la maternité et à l'enfance⁴.** D'autres caractéristiques courantes de l'austérité, comme l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les biens et services de base, touchent davantage les femmes qui ont déjà du mal à équilibrer le budget de leur ménage et à nourrir leur famille.



Par exemple, plus de 54 % des pays qui prévoient de réduire encore leur budget de protection sociale en 2023 dans le cadre de nouvelles mesures d'austérité n'offrent déjà qu'une aide minimale ou nulle à la maternité et à l'enfance.

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Les mesures d'austérité qui réduisent la capacité des femmes à gagner des salaires sûrs tout en augmentant leur charge de travail de soin non rémunéré, déjà lourde, ne font que les appauvrir davantage, les forçant à supporter un coût disproportionné de l'échec économique. La suppression des subventions alimentaires, dont il est clairement établi qu'elles constituent une approche macroéconomique efficace pour améliorer l'accès à la nourriture⁵, amplifie la violence inhérente à ces politiques en exposant les femmes à la faim et à ses conséquences mortelles. Elles sont souvent dans les positions les plus précaires financièrement et se retrouvent donc incapables de répondre à la hausse des prix.

Dans les pays où l'on dispose de données et de recherches permettant d'interroger les impacts des politiques d'austérité, les études indiquent que les coupes dans les services de santé et de soins publics ont augmenté la mortalité et la morbidité, principalement parmi les personnes les plus marginalisées de la société⁶. Les femmes, en tant que principales utilisatrices de ces services, subissent les conséquences de ces coupes au niveau physique, émotionnel et psychologique. Dans le passé, des coupes ont aussi affecté directement le financement d'organisations et de services de soutien luttant contre les violences basées sur le genre, privant les femmes des premières (et souvent des seules) lignes de protection sur lesquelles elles comptent pour leur intégrité physique, les laissant exposées à la violence directe à un moment où les taux de violences faites aux femmes et aux filles sont en augmentation.⁷⁸

“

Les mesures d'austérité qui réduisent la capacité des femmes à gagner des salaires sûrs tout en augmentant leur charge de travail de soin non rémunéré, déjà lourde, ne font que les appauvrir davantage.

”



Une famille originaire de Kharkiv, en Ukraine, fuyant la guerre. Photo prise au centre d'accueil des personnes réfugiées venant d'Ukraine de Hallo Kijowska à Korczowa, en Pologne. Photo: JB Russell/Panos/Oxfam

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Et si certains États font le choix résolu de l'austérité, celle-ci est souvent adoptée sur la base des conseils des institutions financières internationales (IFI). L'analyse d'Oxfam a révélé que 85 % des 107 prêts négociés entre le Fonds monétaire international (FMI) et 85 gouvernements nationaux pour répondre à la crise de la COVID-19 prévoient des plans de « consolidation fiscale », c'est-à-dire d'austérité, pendant la période de relèvement⁹. De tels plans sont en cours de finalisation dans de nombreux pays du Sud, où les services publics et la protection sociale avaient déjà besoin d'investissements importants avant même la pandémie.

Ce document d'information explique que les mesures d'austérité sont une forme de violence basée sur le genre à l'encontre des femmes, des filles et des personnes non binaires, et présente des exemples clairs de la manière dont la consolidation fiscale les affecte.

Son principal propos : mettre un terme à l'austérité doit être une priorité. Les politiques d'austérité aux conséquences mortelles ne peuvent plus être présentées comme les options économiques « logiques » et « inévitables » qu'elles ont été pendant des décennies, et certainement pas par un État qui prétend s'engager en faveur de l'égalité de genre ou de la fin des violences basées sur le genre. L'austérité dépouille celles et ceux dont les besoins sont les plus criants, tout en tournant le dos aux moyens de bon sens qui permettraient d'améliorer les revenus et la prospérité. Les **alternatives économiques féministes** offrent des voies susceptibles de protéger le monde majoritaire¹⁰ d'une souffrance totalement évitable. Notamment :

1. Taxer les riches et adopter un budget féministe.

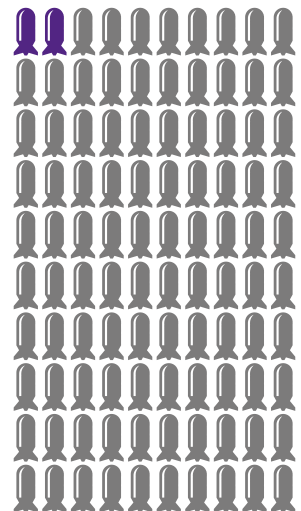
L'explosion des inégalités doit être inversée, et non alimentée, pour que le monde prospère. Taxer les bénéfices exorbitants réalisés par les grandes entreprises et les sociétés pendant la pandémie, tout en mettant en œuvre un système d'imposition progressive durable, est le moyen (pas si secret) d'y parvenir. C'est une évidence : **un impôt progressif sur la fortune, compris entre 2 % et 10 %, prélevé sur les millionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1 100 milliards de dollars de plus que les économies annuelles moyennes que les États prévoient de réaliser grâce aux coupes budgétaires.**¹¹ Placer les besoins des femmes, des filles et des personnes non binaires au cœur de l'élaboration des budgets deviendrait alors la voie à suivre pour se remettre de décennies de politiques macroéconomiques qui leur ont porté préjudice, tout en jetant les bases de systèmes économiques permettant de garantir durablement l'équité et la justice économique pour tou-te-s.

2. Investir dans les biens, les services et les infrastructures publics, et lutter contre la privatisation.

Garantir l'espace fiscal pour que les services fondés sur les droits soient fournis par le secteur public (un pilier de la budgétisation féministe) est un **engagement politique** qui nécessite des investissements, mais aussi le rejet de la privatisation des biens publics qui conduit à leur marchandisation et réduit l'accès à ceux-ci pour les personnes qui en ont le plus besoin. Les États continuent de reléguer au second plan les besoins des femmes et des filles : **seulement 2 % du montant des dépenses publiques consacrées à la défense pourraient mettre fin aux violences interpersonnelles basées sur le genre dans 132 pays**¹². Nous devons mettre en place des cadres juridiques solides qui défendent les droits, l'équité et la justice, et qui garantissent l'accès universel aux soins de santé et à l'éducation, la protection contre les violences, un accès juste et équitable aux services et des investissements dans les infrastructures de soins.



Un impôt progressif sur la fortune, compris entre 2 % et 10 %, prélevé sur les millionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1 100 milliards de dollars de plus que les économies annuelles moyennes que les États prévoient de réaliser grâce aux coupes budgétaires.



Seulement 2 % du montant des dépenses publiques consacrées à la défense pourraient mettre fin aux violences interpersonnelles basées sur le genre dans 132 pays.

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

3. Soutenir la représentation féministe et les organisations féministes pour faire évoluer le pouvoir.

Les politiques défavorables aux femmes, aux filles et aux personnes non binaires ne sont presque jamais élaborées par elles. Cela est particulièrement le cas si l'on observe la situation à travers un prisme néocolonial, qui montre que le transfert de conseils et la conditionnalité des financements vont dans un seul sens : des pays du Nord vers ceux du Sud. Nous appelons à un financement accru des mouvements de base et de la mobilisation communautaire en particulier, ainsi qu'à un financement direct des organisations de défense des droits des femmes dans les pays du Sud, en tant qu'outil fondamental pour l'autonomisation des militant-es locales et locaux. Le financement doit être associé à un plaidoyer pour la modification des lois et politiques nationales qui entravent la capacité des personnes à s'organiser et à manifester. Nous devons remettre en question les gouvernements nationaux et les institutions internationales détentrices du pouvoir qui font le choix de l'austérité et de la violence qu'elle engendre et perpétue.



Betty Catuday est membre du groupe de femmes de San Isidro. Elle a utilisé un prêt du groupe pour lancer son activité de transformation de la noix de coco en copra (chair séchée de la noix de coco servant à la fabrication d'huile). Photo: Elizabeth Stevens/Oxfam

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION - LA (FAUSSE) LOGIQUE DE L'AUSTÉRITÉ

La pandémie de COVID-19 et l'inflation sans précédent des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, accélérée par la guerre en Ukraine, révèlent plus encore le caractère profondément inégalitaire du monde dans lequel nous vivons. Plus tôt cette année, en s'appuyant sur les projections de la Banque mondiale et sur des recherches antérieures menées par la Banque mondiale et le Center for Global Development concernant la flambée des prix alimentaires, Oxfam a estimé que plus de 250 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans l'extrême pauvreté en 2022¹³. L'impact combiné de la COVID-19, des inégalités et des hausses des prix alimentaires pourrait précipiter 263 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté cette année, ce qui porterait à 860 millions le nombre total de personnes vivant sous le seuil d'extrême pauvreté établi à 1,90 dollar par jour¹⁴. Les inégalités entre les personnes et entre les pays se creusent, et les progrès en matière d'égalité pour les groupes marginalisés sont au point mort¹⁵, les femmes étant plus nombreuses que les hommes à vivre dans la pauvreté dans le monde¹⁶.

ENCADRÉ 1 : PAR DÉFINITION, LA VIOLENCE ÉCONOMIQUE EST UNE VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

Les Nations Unies définissent les violences à l'égard des femmes comme « tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée ».

Les violences basées sur le genre englobent un très large éventail de pratiques néfastes à l'égard des femmes, des filles et des personnes LGBTQIA+ : cela va de la violence interpersonnelle, conjugale et physique à la privation des droits civiques et des capacités de décision, en passant par l'enfermement des femmes dans des rôles stéréotypés, entre autres. La violence économique est une forme de violence basée sur le genre moins souvent prise en compte au niveau macro, alors qu'elle affecte la vie des femmes, des filles et des personnes non binaires de manière quotidienne et systématique.

La violence économique est une forme de violence basée sur le genre, en ceci qu'elle découle des choix politiques d'une élite qui ne tiennent pas compte des besoins des femmes, réduisent les services déjà inadéquats dont elles dépendent et relèguent leur sécurité et leur bien-être au second plan. La violence économique peut également accroître et exploiter les oppressions auxquelles les femmes sont confrontées dans la société. Elle provoque au final la souffrance des femmes, des filles et des personnes non binaires et les expose à un risque accru de préjudice physique, économique et psychologique.

Source : Assemblée générale des Nations Unies (1993), Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes. <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/declaration-elimination-violence-against-women>

“

L'impact combiné de la COVID-19, des inégalités et des hausses des prix alimentaires pourrait précipiter 263 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté cette année, ce qui porterait à 860 millions le nombre total de personnes vivant sous le seuil d'extrême pauvreté établi à 1,90 dollar par jour.

”

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

L'austérité est un choix politique dont le prix pèse sur les femmes et les filles

L'austérité (ou la consolidation fiscale) désigne les politiques mises en œuvre par les États dans le but de réduire les déficits budgétaires et la dette souveraine¹⁷. Alors qu'il serait sans doute possible d'atteindre ces objectifs en augmentant les recettes de manière progressive, les mesures d'austérité comprennent généralement l'introduction ou l'augmentation d'impôts indirects régressifs tels que la TVA, la réduction ou le plafonnement de la masse salariale, la réduction des services publics et la privatisation, entre autres. Ces mesures ont un impact sur la vie quotidienne de certaines personnes beaucoup plus que sur celle d'autres personnes¹⁸. En fin de compte, l'austérité est un choix politique explicite qui fait payer aux pauvres, en particulier aux femmes et aux autres groupes marginalisés, le prix de l'ajustement économique, tandis que les riches supportent des coûts négligeables.

Pendant ce temps, les États refusent d'envisager des solutions telles que les impôts exceptionnels sur les gains réalisés par les entreprises et leurs actionnaires pour se relever suite à des crises, préférant mettre sous pression celles et ceux qui sont déjà en difficulté. Alors qu'il faudra aux personnes les plus pauvres du monde plus d'une décennie pour se remettre de la pandémie, il aura suffi de neuf mois pour que la fortune des 1 000 milliardaires les plus riches retrouve son niveau d'avant la pandémie¹⁹. Les élites présentent l'austérité comme relevant du « bon sens », alors même que les pays commencent à se remettre d'une pandémie mortelle et font face à des crises de la dette²⁰.

“

Alors qu'il faudra aux personnes les plus pauvres du monde plus d'une décennie pour se remettre de la pandémie, il aura suffi de neuf mois pour que la fortune des 1 000 milliardaires les plus riches retrouve son niveau d'avant la pandémie.

”

EN CHIFFRES – UNE SITUATION TERRIBLE SUR LE POINT D'ÊTRE AGGRAVÉE PAR L'AUSTÉRITÉ



Pauvreté : en 2022, 1,7 milliard de femmes et de filles vivent avec moins de 5,50 dollars par jour.



Emploi : le travail rémunéré des femmes ne représente que 21 % des gains d'emploi prévus pour la période 2019-2022, alors qu'il représentait 39,4 % de l'emploi total en 2019.



Travail de soin non rémunéré : selon les estimations, les fermetures d'écoles et de garderies en 2020 ont entraîné 512 milliards d'heures supplémentaires de travail non rémunéré pour les femmes dans le monde.



Manque d'eau potable : cela coûte la vie à plus de 800 000 femmes et jeunes filles chaque année.



Insécurité alimentaire : à l'échelle planétaire, près d'une femme sur trois a connu une situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2021.



Lois protectrices : au rythme actuel des progrès, il faudrait encore 286 ans pour abroger toutes les lois discriminatoires et combler les lacunes qui subsistent en matière de protection juridique des femmes et des filles.



Violences physiques : à travers le monde, plus d'une femme ou fille sur dix âgées de 15 à 49 ans a subi des violences sexuelles et/ou physiques de la part d'un-e partenaire intime au cours de l'année précédente.

Toutes les statistiques proviennent d'ONU Femmes (2022), Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2022. <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2022/10/progres-vers-la-realisation-des-objectifs-de-developpement-durable-gros-plan-sur-legalite-des-sexes-2022>

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

L'austérité provoque de terribles souffrances pour les gens ordinaires, en particulier les femmes qui dépendent des services sociaux et des salaires financés par l'État dans les secteurs de l'éducation et de la santé, les filles qui ont besoin de l'enseignement public pour poursuivre leur scolarité, les personnes non binaires qui comptent sur des soins de santé universels, les personnes racisées qui sont déjà confrontées à de multiples formes de discrimination, et toutes les personnes historiquement marginalisées et défavorisées qui doivent supporter le poids des décisions politiques de leur gouvernement. Aujourd'hui, dans le sillage de multiples crises mondiales et alors que les femmes et les filles se trouvent déjà dans des situations financières difficiles, une nouvelle vague d'austérité se profile : selon une analyse des projections du FMI, 85 % de la population mondiale peut s'attendre à connaître des mesures d'austérité en 2023²¹. Pourtant, malgré les preuves de ses effets dévastateurs, des États du monde entier acceptent et appliquent largement la « logique » de l'austérité, et l'on voit les idées néolibérales adoptées à la suite des crises de la dette des années 1980 continuer de se répandre²². L'austérité peut donc être considérée comme le prolongement d'une volonté libérale historique de réduire l'État-providence, de déréglementer le travail et de privilégier les marchés privés et la richesse individuelle comme moteurs de la croissance²³, avec des connotations patriarcales et racistes.

Le rôle du FMI dans la promotion de l'austérité

Si certains États font le choix résolu de l'austérité, celle-ci est souvent adoptée sur la base des conseils des institutions financières internationales (IFI)²⁴. Au cours des années 1980 et 1990, un ensemble de mesures liées à l'imposition de programmes d'ajustement structurel (PAS) par les IFI ont été mises en œuvre par des pays du Sud (le monde majoritaire²⁵), où réside la majorité de la population mondiale. Ces pays avaient des niveaux d'endettement élevés, et l'objectif des PAS était de veiller à ce qu'ils restructurent leur économie pour faciliter le remboursement de la dette²⁶. Malgré l'abandon des PAS, la tendance à recourir à l'austérité persiste aujourd'hui, même après la pandémie et en pleine crise du coût de la vie. L'analyse d'Oxfam a révélé que 85 % des 107 prêts négociés entre le Fonds monétaire international (FMI) et 85 gouvernements nationaux pour répondre à la crise de la COVID-19 prévoient des plans de « consolidation fiscale », c'est-à-dire d'austérité, pendant la période de relèvement. Treize des 15 programmes de prêts du FMI négociés au cours de la deuxième année de la pandémie exigent de nouvelles mesures d'austérité, comme des taxes sur les denrées alimentaires et le carburant ou des réductions de dépenses, qui pourraient mettre en péril des services publics vitaux²⁷.

Les pays riches ont également recours à l'austérité, avec des effets dévastateurs et profondément interconnectés sur les personnes vulnérables. De nombreux États européens, de leur propre chef ou à la demande des IFI, ont adopté des politiques d'austérité strictes en réponse à la crise financière de 2008, afin de rétablir leur balance des paiements et de rembourser leurs dettes²⁸. Dix ans plus tard, une étude a montré que les dépenses consacrées aux familles et aux enfants en Europe avaient diminué au moment où elles étaient le plus nécessaires. Pas un seul pays européen n'a augmenté sa part des dépenses consacrées aux prestations familiales, et deux tiers ont réduit les dépenses par habitant-e²⁹. L'impact de l'austérité touche également de manière disproportionnée les communautés racisées. En 2019, la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme a estimé que les ménages noirs du Royaume-Uni subiraient une perte de revenus de 5 % entre cette année-là et 2022 en raison des mesures d'austérité, soit le double de la perte subie par les ménages blancs³⁰.

“

L'impact de l'austérité touche également de manière disproportionnée les communautés racisées. En 2019, la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme a estimé que les ménages noirs du Royaume-Uni subiraient une perte de revenus de 5 % entre cette année-là et 2022 en raison des mesures d'austérité, soit le double de la perte subie par les ménages blancs.

”

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

ENCADRÉ 2 : L'IMPACT DÉVASTATEUR DES CONSEILS DU FMI AUX PAYS AFRICAINS

En 2021, le Kenya et le FMI ont convenu d'un programme de prêt de 2,3 milliards de dollars moyennant un gel des salaires du secteur public pendant trois ans et une augmentation des taxes sur le gaz de cuisine et les denrées alimentaires. Et ce, alors même que plus de trois millions de Kényan·es sont confronté·es à une famine aiguë, les conditions les plus sèches depuis des décennies ayant provoqué une sécheresse dévastatrice dans le pays.

Les conditions imposées par le FMI ont contraint le Soudan, dont près de la moitié de la population vit dans la pauvreté, à supprimer les subventions sur les carburants, une mesure qui touche le plus durement les personnes les plus pauvres. Avant le début de la guerre en Ukraine, le pays (qui importe 87 % de son blé de Russie et d'Ukraine) était déjà ébranlé par la réduction de l'aide internationale, des turbulences économiques et la hausse des prix des produits de base tels que la nourriture et les médicaments. Plus de 14 millions de personnes ont désormais besoin d'une aide humanitaire (près d'une personne sur trois) et 9,8 millions sont en situation d'insécurité alimentaire.

Dix pays, dont le Kenya et la Namibie, devraient geler ou réduire les salaires et les emplois du secteur public en raison des conditions imposées par le FMI, ce qui pourrait se traduire par une baisse de la qualité de l'enseignement et une diminution du nombre d'infirmiers, d'infirmières et de médecins dans des pays qui manquent déjà de personnel de santé. La Namibie comptait moins de six médecins pour 10 000 habitant·es lorsque la COVID-19 a frappé (l'objectif de l'OMS étant de 41 agents de santé pour 10 000 habitant·es).

Source : N. Abdo (18 avril 2022), How the IMF is pushing an austerity-based recovery. Oxfam International, Washington Office. <https://medium.com/@OxfamIFIs/how-the-imf-is-pushing-an-austerity-based-recovery-f19c6040e918>. Le blog s'appuie sur l'ensemble de données suivant : <https://www.oxfam.org/en/international-financial-institutions/imf-covid-19-financing-and-fiscal-tracker>. La cible 3.c des Objectifs de développement durable (ODD) est d'accroître considérablement le budget de la santé et le recrutement, le perfectionnement, la formation et le maintien en poste du personnel de santé : <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal3>

“

Lorsque l'austérité est mise en œuvre sur la base des conseils des IFI ou comme condition aux accords de prêt, les pays se retrouvent piégés dans un rapport de forces déséquilibré dans lequel la « reprise » économique pourrait en fait nuire davantage encore à leur population et à leur prospérité, à long terme.

”

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, l'austérité se traduit par davantage de souffrance pour la majorité des gens, en particulier les plus vulnérables. Un examen de la relation entre les programmes du FMI et les inégalités et la pauvreté dans 79 pays à faible revenu révèle qu'une austérité plus stricte est associée à une plus grande inégalité des revenus et à des taux de pauvreté plus élevés³¹. Lorsque l'austérité est mise en œuvre sur la base des conseils des IFI ou comme condition aux accords de prêt, les pays se retrouvent piégés dans un rapport de forces déséquilibré dans lequel la « reprise » économique pourrait en fait nuire davantage encore à leur population et à leur prospérité, à long terme. Cette situation s'inscrit dans un contexte plus large de relations coloniales de pouvoir et de transfert de richesses et de ressources du Sud vers le Nord, privant les pays du Sud de la possibilité de définir leurs propres politiques, sans lesquelles ils ne peuvent réaliser leurs droits.

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

ENCADRÉ 3 : CRISE DES SOINS EN PALESTINE : ENTRE OCCUPATION ET CONTRÔLE FISCAL

Dans le Territoire palestinien occupé (TPO), les femmes palestiniennes assument la plupart des responsabilités non rémunérées en matière de soins et de travail domestique. Elles y consacrent en effet cinq fois plus d'heures que les hommes. De nombreux facteurs ont façonné cette réalité au cours de la dernière décennie, notamment les normes sociales, l'augmentation des besoins en soins découlant du contexte politique, comme les offensives militaires récurrentes, les coupures de courant, les déplacements massifs, le recul de la couverture des services publics, l'augmentation des taux de pauvreté et les effets du changement climatique.

Des femmes palestiniennes de la bande de Gaza expliquent par exemple comment les coupures d'électricité les ont obligées à concentrer une multitude de tâches domestiques dans les six petites heures pendant lesquelles l'électricité fonctionne. À Gaza, les femmes ne peuvent pas avoir une nuit complète de repos, car elles doivent se réveiller au milieu de la nuit pour faire cuire du pain dans des fours électriques.

La longue occupation israélienne accroît les besoins en soins des communautés palestiniennes, tant au niveau des ménages que dans la sphère publique. Par exemple, lors de la Grande marche du retour dans la bande de Gaza (2018-2019), 28 939 Palestinien·nes ont été blessé·es, ce qui a mis à rude épreuve un secteur de la santé déjà surchargé. La majorité des manifestant·es palestinien·es blessé·es ont subi une invalidité permanente nécessitant des soins à vie. Actuellement, un total de 1,5 million de Palestinien·nes ont besoin de services de santé sous une forme ou une autre. Dans le TPO, les dépenses directes des ménages représentent encore jusqu'à 38,4 % de la facture de santé, ce qui signifie que beaucoup ne peuvent pas se payer des soins médicaux. Les femmes (mères, filles et proches) sont plus susceptibles d'assurer elles-mêmes les services aux personnes handicapées à la maison, ce qui augmente encore leur travail de soins non rémunéré.

Au niveau fiscal, Israël instrumentalise les transferts de recettes fiscales à l'Autorité palestinienne de manière punitive. À plusieurs occasions depuis 2019, Israël a ainsi retenu l'équivalent de 75 % du total des recettes issues des taxes commerciales. L'Autorité palestinienne s'est ainsi vue contrainte de réduire les salaires dans la fonction publique. Cela concerne majoritairement des femmes, qui constituent 59 % et 57 % de la main-d'œuvre dans les secteurs de la santé publique et de l'éducation, respectivement. Pendant la pandémie, ces travailleurs et travailleuses ont été en première ligne de la réponse à la crise, tout en faisant face à des difficultés financières accrues en raison des réductions de salaire. Sachant que 64 % des ménages palestiniens sont fortement dépendants des salaires, ces réductions ont fait peser sur les femmes une charge supplémentaire pour gérer les dépenses du ménage et les besoins de sécurité alimentaire.

La majorité des structures d'accueil de la petite enfance et des crèches sont fournies par le secteur privé, par des organisations communautaires, par des ONG et récemment, à une échelle limitée, par l'État au travers des écoles publiques. Bien que l'offre publique de crèches soit généralement de meilleure qualité que celle des crèches privées, elle est très limitée. La privatisation de tels services, associée à la fragilité économique des familles palestiniennes et à la pauvreté généralisée, empêche de nombreux ménages d'inscrire leurs enfants à des programmes d'éducation préscolaire, réduisant mécaniquement les opportunités pour les femmes d'occuper un emploi.

Source : A. AbuMezied et M. Sawafta (2022), Analysing care policies and practices in times of austerity and conflict: the case of the Occupied Palestinian Territory (OPT). *Gender & Development*, 30:1-2, 341-359. <https://doi.org/10.1080/13552074.2022.2072020>

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Comment les politiques macroéconomiques renforcent le patriarcat

Les politiques macroéconomiques néolibérales ne sont absolument pas neutres en termes de genre. Au contraire, elles privilégient les intérêts d'une petite minorité tout en exploitant la grande majorité des travailleurs et des travailleuses sur la base de la classe, de la caste, de la race et du genre. Le capitalisme, alimenté par le patriarcat, place les femmes en première ligne de l'exploitation. Elles se retrouvent souvent dans les emplois à faible revenu les plus précaires et les moins protégés, tandis que leur travail de soins non rémunéré reste invisible. Le patriarcat et l'idéologie néolibérale s'alimentent et se renforcent mutuellement, les deux systèmes étant basés sur l'exploitation et conçus pour ignorer les besoins des femmes, des filles et des personnes non binaires. Une analyse féministe met en évidence ce renforcement à travers l'intersectionnalité de diverses oppressions à l'œuvre dans le capitalisme, notamment d'après la classe, la race et le genre³². Le néolibéralisme renforce ces inégalités, car elles s'influencent mutuellement de manière interdépendante³³. La marchandisation et l'exploitation du travail des femmes dans le cadre de la mondialisation des marchés, en tant que problème de classe et de genre, en offrent une illustration³⁴.

Alors qu'il est presque universellement admis que la justice de genre ne se fera pas sans justice économique³⁵, les systèmes néolibéraux et patriarcaux du monde entier ignorent la nécessité de faire évoluer les politiques économiques pour qu'elles cessent de nuire aux femmes, aux filles et aux personnes non binaires. Au lieu de chercher à transformer

“

Le capitalisme, alimenté par le patriarcat, place les femmes en première ligne de l'exploitation. Elles se retrouvent souvent dans les emplois à faible revenu les plus précaires et les moins protégés, tandis que leur travail de soins non rémunéré reste invisible.

”



Wazanna Sope fait des courses pour sa mère. « Cette carte nous a beaucoup aidés à la maison, en particulier pour acheter à manger », dit-elle. Wazanna a bénéficié du trajet gratuit en bus pour se rendre en ville. Ce service est fourni par VBRC pour les bénéficiaires du projet UnBlocked Cash dans la province de Shefa tous les 15 et 16 du mois, les deux jours suivant la recharge des cartes. Le Vanuatu Business Resilience Council (VBRC) est une organisation participante de manière significative et unique à l'avenir du pays en fournissant des services efficaces de développement d'entreprise dans le pays. La gratuité des trajets en bus permet aux bénéficiaires d'avoir accès aux commerces participants, où qu'ils se trouvent sur l'île. Cette initiative constitue un soutien à la fois pour les bénéficiaires et les commerçants. Photo: Arlene Bax

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

et à réparer le système, toute attention accordée aux questions de genre se concentre généralement sur l'aide à apporter aux femmes pour qu'elles soient un peu plus aptes à survivre dans un système économique hostile, conçu et construit par et pour les hommes riches et privilégiés des pays riches. C'est donc aux femmes et aux personnes non binaires elles-mêmes qu'il incombe de concrétiser leur vision de la justice, alors même que les systèmes sont clairement biaisés en leur défaveur et qu'elles ne bénéficient nullement d'une quelconque égalité des chances.

Il s'agit là d'un exemple de violence économique basée sur le genre, qui repose sur des politiques structurelles et systémiques et des choix politiques biaisés en faveur des personnes les plus riches et les plus puissantes, généralement des hommes. Cela nuit directement à la grande majorité des personnes dans le monde³⁶. Ces politiques au niveau macro alimentent les inégalités de genre, privant les femmes et les filles d'outils adéquats pour leur autonomisation économique, et ajoutent à la souffrance des personnes non-cisgenres et non-binaires. Elles sont à l'origine des inégalités et des discriminations que nous constatons chaque jour : écart de rémunération entre hommes et femmes, sous-évaluation du travail de soin et investissements insuffisants dans les infrastructures de soin, plafond de verre, pauvreté en temps des femmes, manque d'accès aux services sociaux et violences interpersonnelles basées sur le genre, parmi d'innombrables exemples³⁷.

Toute tentative pour instaurer la justice de genre sera vaine en l'absence d'un environnement macroéconomique propice, en particulier sous le coup de mesures d'austérité. Cela revêt aujourd'hui une importance particulière, alors que le monde est confronté aux conséquences socio-économiques de la pandémie, à l'accroissement de la pauvreté et des inégalités, à l'inflation, au changement climatique et aux conflits qui font rage. Les États n'ont pas à choisir entre fournir des services sociaux et de santé à leur population et rembourser leur dette. Il faut faire des choix de politique économique alternatifs et féministes pour combattre les inégalités et favoriser le bien-être des groupes minoritaires en raison de leur genre et de leur origine ethnique dans tous les pays.

“

Toute tentative pour instaurer la justice de genre sera vaine en l'absence d'un environnement macroéconomique propice, en particulier sous le coup de mesures d'austérité. Cela revêt aujourd'hui une importance particulière, alors que le monde est confronté aux conséquences socio-économiques de la pandémie, à l'accroissement de la pauvreté et des inégalités, à l'inflation, au changement climatique et aux conflits qui font rage.

”

ENCADRÉ 4 : LES SYSTÈMES NÉOLIBÉRAUX LAISSENT DE CÔTÉ LES FEMMES, LES FILLES ET LES PERSONNES NON BINAIRES.

En période de crise, les décideurs négligent systématiquement les problématiques auxquelles sont confrontées les femmes, les filles et les personnes non binaires, comme on l'a clairement vu pendant la pandémie : alors que des milliers de milliards de dollars ont été débloqués pour soutenir les marchés pendant la COVID-19, les personnes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre ont été laissées pour compte. Seuls 15 % des pays examinés dans le cadre de l'étude COVID-19 Gender-Response Tracker du PNUD ont autorisé les services d'urgence destinés aux personnes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre à fonctionner pendant les confinements. Les infrastructures de santé sexuelle ont largement fait les frais des confinements et de la réaffectation des ressources pour la réponse à la COVID-19. Cela a probablement accru la charge financière pesant sur les personnes ayant été confrontées à des violences, qui assument déjà une part importante des 1 500 milliards de dollars de pertes économiques liées aux violences basées sur le genre.

Source : V. Stetsko (13 janvier 2022), Icebergs and Cobwebs – Gender-based Violence as a Form of Economic Violence, Blog Equals, Oxfam International. <https://equalshope.org/index.php/2022/01/13/icebergs-and-cobwebs-gender-based-violence-as-a-form-of-economic-violence/>

CHAPITRE 2 : L'AUSTÉRITÉ ET SES NOMBREUSES COUCHES DE VIOLENCE ÉCONOMIQUE BASÉE SUR LE GENRE

Comme nous l'avons souligné plus haut, les coupes d'austérité font peser une charge disproportionnée sur les femmes³⁸. Dans les pays où la collecte de données est cohérente, l'austérité prolongée a entraîné une augmentation de la pauvreté infantile et des décès évitables, ainsi qu'un accroissement des inégalités socio-économiques³⁹. L'austérité n'est pas seulement une politique sexospécifique ; c'est aussi un processus sexospécifique dans sa « quotidienneté »⁴⁰, dans la façon dont elle imprègne la vie quotidienne des femmes. **Par exemple, plus de 54 % des pays qui prévoient de réduire leur budget de protection sociale en 2023 dans le cadre de nouvelles mesures d'austérité n'offrent déjà qu'une aide minimale ou nulle à la maternité et à l'enfance**⁴¹. L'austérité est une violence basée sur le genre qui comporte plusieurs niveaux entrelacés.

Dans cette section, nous examinons comment les coupes infligées aux services publics, à la protection sociale et à d'autres formes de dépenses sociales, ainsi que le travail sous-payé et les réductions de la masse salariale publique, sont autant de formes de violence économique basée sur le genre. Nous analysons ensuite les liens entre travail de soin non rémunéré et pauvreté en temps, ainsi que la perte des droits économiques et politiques.



Plus de 54 % des pays qui prévoient de réduire leur budget de protection sociale en 2023 dans le cadre de nouvelles mesures d'austérité n'offrent déjà qu'une aide minimale ou nulle à la maternité et à l'enfance.



Halima au point d'eau utilisé par les habitant-es de Modogashe pour collecter de l'eau. Habitante de Modogashe, Halima reçoit le soutien du programme d'assistance monétaire et de la distribution d'articles non alimentaires. Photo: Loliwe Phiri/Oxfam

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Partie I : Services publics, protection sociale et dépenses sociales

Services publics

Les services publics jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de justice économique féministe (Encadré 5) et dans la lutte contre les inégalités structurelles au sein de la société. En raison de leur rôle socialement défini en matière de soins et du fait des inégalités d'accès aux ressources et aux revenus, les femmes sont plus dépendantes des services fondés sur les droits, disponibles et accessibles au public, tels que la santé, l'éducation, l'électricité, l'eau et l'assainissement, ainsi que les transports publics. Par exemple, le financement public de l'eau et de l'assainissement pour tou-tes permettrait de libérer les nombreuses heures que les femmes et les filles consacrent à la collecte de l'eau : à l'échelle mondiale, les femmes et les filles passent actuellement 200 millions d'heures par jour à collecter 71 % de l'eau utilisée par les familles⁴². Compte tenu de leurs responsabilités disproportionnées en matière de soins, les femmes sont les plus touchées, à la fois directement et indirectement, par les réductions de services, y compris les réductions des services de soins aux enfants et aux personnes âgées. Dans le cas du Zimbabwe, l'accès à une source d'eau améliorée dans certains districts pourrait réduire de 4 heures par jour le temps que les femmes consacrent au travail de soin⁴³.

ENCADRÉ 5 : UNE JUSTICE ÉCONOMIQUE FÉMINISTE

Une approche féministe de la justice économique remet en question les oppressions patriarcales omniprésentes à un niveau systémique dans l'économie et tient compte des impacts disproportionnés des inégalités économiques sur les femmes et les communautés de genre divers à travers le monde. La justice économique féministe remet en question le capitalisme et demande des comptes aux institutions comme les États, les IFI et le secteur privé. Elle nomme et déconstruit les moteurs de l'exploitation des personnes et de la planète découlant des inégalités structurelles profondément enracinées qui ont un impact sur toutes les personnes opprimées au sein du système, y compris les femmes, les personnes non binaires et les autres communautés marginalisées. Une approche féministe de la justice économique remet en question les concepts normatifs de « croissance économique » et cherche des alternatives à des mesures comme le PIB afin de proposer une mesure plus holistique du bien-être.

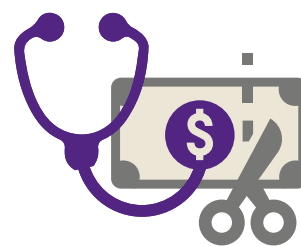
Malheureusement, même après une pandémie mondiale, de nombreux États n'ont pas augmenté les dépenses pour les services sociaux, notamment la santé, la protection sociale et l'éducation⁴⁴. Sur les 161 pays suivis dans le cadre de l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI) 2022, pas moins de 81 % de la population vit dans des pays qui ont réduit la part des dépenses de santé dans le budget de l'État pendant la pandémie⁴⁵. La situation est encore pire dans les pays les plus pauvres du monde : la moitié des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure ont réduit leurs dépenses de santé pendant la pandémie.

Même la protection sociale a été ponctionnée à un moment où des millions de personnes sombraient dans la pauvreté et la vulnérabilité : plus de la moitié (87) des pays suivis ont réduit leur budget de protection sociale à partir de 2020-2022, un terrible constat des choix politiques de nos gouvernements. Ces faibles dépenses signifient que les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles et d'autres groupes marginalisés, ne peuvent pas accéder aux services les plus élémentaires. Les calculs basés

“

L'austérité est une violence basée sur le genre qui comporte plusieurs niveaux entrelacés.

”



Sur les 161 pays suivis dans le cadre de l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI) 2022, pas moins de 81 % de la population vit dans des pays qui ont réduit la part des dépenses de santé dans le budget de l'État pendant la pandémie.

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

sur les données de l'indice ERI montrent qu'environ 3,2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès aux services de santé essentiels, tels que mesurés par la couverture universelle des services de santé, tandis que 1,3 milliard de personnes engagent des dépenses de santé directes catastrophiques, ce qui plonge des millions d'entre elles dans la pauvreté⁴⁶.

Les effets combinés de la pandémie de COVID-19, des extrêmes météorologiques dus au changement climatique, et maintenant de la guerre en Ukraine et de l'inflation, rendent la dette coûteuse pour les pays à faible revenu et ont également un impact sur les dépenses publiques destinées aux services sociaux. En 2021, le service de la dette (extérieure et intérieure) représentait en moyenne 38 % des recettes publiques et 27,5 % des dépenses publiques dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Le service de la dette dans les pays africains est presque trois fois plus élevé que les dépenses d'éducation, six fois plus élevé que les dépenses de santé, 22 fois plus élevé que les dépenses sociales, et 236 fois plus élevé que les dépenses d'adaptation au changement climatique⁴⁷. Les taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts des pays à faible revenu ont augmenté de 5,7 points de pourcentage cette année, soit près de trois fois le taux d'augmentation des coûts d'emprunt du gouvernement américain, à titre de comparaison⁴⁸.

Directement et indirectement, les coupes dans les services publics ont entraîné des violences basées sur le genre dans différents secteurs. Le secteur de la santé est celui qui montre le plus clairement la manière dont se manifeste la violence en l'absence de prestations, ou lorsque les prestations de qualité sont réduites et/ou rendues moins accessibles. Il est prouvé que les plus riches vivent plus longtemps et en meilleure santé. En Inde, par exemple, une femme de caste dite supérieure peut espérer vivre 15 ans de plus qu'une femme dalit⁴⁹, tandis qu'à São Paulo au Brésil, les habitant-es des zones les plus riches peuvent espérer vivre 14 ans de plus que celles et ceux des zones les plus pauvres⁵⁰.

Les mesures d'austérité qui réduisent les soins de santé et en diminuent l'accès exacerbent ces inégalités intersectionnelles dans tous les pays. Au Royaume-Uni, un rapport de 2017 a démontré que 16,7 milliards de livres sterling de coupes dans le budget du National Health Service et de l'aide sociale, ainsi qu'une diminution de 17 % des dépenses pour les personnes âgées depuis 2009, avaient entraîné en 2015 la plus forte augmentation en pourcentage des décès depuis près de 50 ans⁵¹. Cela a été confirmé par une étude montrant que les reculs de l'espérance de vie des femmes vivant dans les communautés les plus défavorisées d'Angleterre depuis 2011 ont coïncidé avec 10 ans d'austérité en Grande-Bretagne⁵². Ces impacts sexospécifiques sont ressentis différemment selon la classe, la race et l'origine ethnique : les communautés noires, asiatiques et des minorités ethniques au Royaume-Uni ont en moyenne des revenus plus faibles⁵³.

Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les impacts de la réduction des allocations budgétaires sur les femmes sont encore plus frappants. En 2020, le Nigeria a annoncé des coupes de 42 % et 54 % dans les secteurs de la santé et de l'éducation, respectivement, en réponse à la pandémie de COVID-19, ainsi qu'en prévision de la crise économique et de l'augmentation de la dette qui s'ensuivraient⁵⁴. Le Nigeria présente des taux de mortalité et de morbidité maternelles parmi les plus élevés au monde⁵⁵. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le risque à vie pour une femme nigériane de mourir pendant la grossesse, l'accouchement, le post-partum ou après un avortement est de 1 sur 22, contre 1 sur 4 900 dans les pays riches⁵⁶. On peut redouter une aggravation de ces chiffres étant donné les nouvelles coupes prévues dans les dépenses publiques de santé.

“

Ces faibles dépenses signifient que les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles et d'autres groupes marginalisés, ne peuvent pas accéder aux services les plus élémentaires.

”

“

Les coupes dans les services publics ont entraîné des violences basées sur le genre dans différents secteurs.

”

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Les coupes dans les services publics ont également conduit à la suppression des protections pour les femmes et les personnes non binaires subissant des formes directes de violence. Dans le sillage des politiques d'austérité menées à partir de 2010 suite à la crise économique de 2008, le Royaume-Uni a vu la fermeture de centres d'aide aux victimes de viol et d'organisations de lutte contre la violence domestique, qui étaient déjà sous-financés et manquaient de ressources, puisque l'on estime que la demande pour de tels services dépasse l'offre d'environ 300 %⁵⁷. Moins à même d'échapper aux violences directes, les femmes et les personnes non binaires se sont ainsi retrouvées exposées à un risque accru. Les personnes LGBTQIA+ ont été confrontées à des risques accrus pour leur santé et leur sécurité personnelle en raison d'une réduction des services de santé sexuelle et de santé mentale répondant à leurs besoins spécifiques, ainsi que d'une diminution des aides pour trouver un logement sûr. Les services destinés à cette population dépendent généralement davantage des financements statutaires/gouvernementaux et sont donc plus affectés par les réductions de tels financements⁵⁸.

Cette tendance a coïncidé avec une réduction plus large du financement des organisations féministes et de défense des droits des femmes, dont beaucoup étaient des lieux de refuge pour les femmes et les personnes non binaires fuyant la violence, dans le cadre des politiques d'austérité qui se sont multipliées en Europe après la crise financière de 2008. En Irlande, Rape Crisis Network Ireland et SAFE Ireland (un réseau de services de soutien et de refuges pour femmes) ont vu leur financement de base considérablement réduit⁵⁹. Au Portugal, les projets en faveur de l'égalité des femmes ont été réduits à un tiers de leur budget initial, notamment en raison de la diminution des fonds publics⁶⁰.

“

Les coupes dans les services publics ont également conduit à la suppression des protections pour les femmes et les personnes non binaires subissant des formes directes de violence.

”



Photo prise dans le cadre d'un projet à Cox's bazar donnant aux femmes réfugiées Rohingya la possibilité de participer à la conception des équipements et installations de manière à répondre aux difficultés liées à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Le projet vise à montrer comment le renforcement de la collaboration avec les personnes réfugiées permet de créer des installations et des équipements plus adaptés du point de vue du genre, de la culture, de la sécurité et de la dignité. Photo: Salahuddin Ahmed

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Les coupes dans les biens et services publics sont de plus en plus fréquemment le prélude à la privatisation, souvent sous la forme de partenariats public-privé (PPP) dans un premier temps. Pour les pays à faible revenu qui peinent à remplir divers mandats mondiaux, les PPP semblent offrir la possibilité de décharger les pouvoirs publics (débordés, selon toute vraisemblance) de la responsabilité d'un secteur donné. Les « avantages » annoncés de la privatisation (efficacité et économie accrues) sont souvent infondés, en particulier à long terme⁶¹, les projets de PPP se traduisant généralement par un accès réduit ou moins équitable.

Là encore, ce sont les femmes qui sont les plus touchées. Au Sénégal, par exemple, la privatisation qui a suivi le démantèlement progressif de la société publique de distribution d'eau a entraîné des hausses de prix, creusant les inégalités car les personnes vivant dans la pauvreté consacrent une part plus importante de leurs revenus à l'eau que les riches⁶². Les familles vivant dans la pauvreté ont dû se résoudre à aller chercher de l'eau à des sources non salubres et à réduire le budget du ménage consacré à la nourriture et aux autres biens et services essentiels. Cela a entraîné l'apparition de maladies transmises par l'eau et la multiplication des cas de malnutrition, ce qui a eu pour effet d'accroître les responsabilités pesant sur les femmes en matière de soins, au chevet des personnes tombées malades⁶³.

De même, l'absence de transports publics sûrs en raison des coupes budgétaires a des conséquences sexospécifiques. Les femmes utilisent davantage les transports publics que les hommes : en France, plus des deux tiers des usagers des réseaux de transport sont des femmes⁶⁴ ; une étude menée au Kenya a révélé que les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'emprunter les transports publics pour leurs déplacements liés au ménage et aux soins⁶⁵. Des transports publics sûrs et de qualité sont un élément clé d'une infrastructure de soins adéquate et permettent de ne pas alourdir la charge de travail des femmes. Des investissements sont nécessaires pour que les transports publics soient disponibles mais aussi pour les rendre sûrs, de sorte à prévenir les violences directes basées sur le genre à l'encontre des femmes, des filles et des personnes non binaires.

Protection sociale et dépenses sociales

La protection sociale et les dépenses sociales sont au cœur de la justice économique féministe. Les femmes dépendent plus que les hommes de la protection sociale sous la forme d'allocations pour l'éducation des enfants. Elles sont les plus affectées par le caractère inabordable des produits de base, car elles sont souvent les principales acheteuses d'articles ménagers et de nourriture en particulier. Les coupes dans les dépenses sociales qui ont un impact sur les prestations sociales, telles que les allocations familiales, ont toutes une conséquence sexospécifique directe qui perpétue la violence structurelle en appauvrissant les femmes et leur famille, surtout en temps de crise. Les mesures d'austérité, à l'image de la réduction des subventions, du remplacement des systèmes universels de protection sociale par des filets de sécurité sociale, de la réduction des dépenses publiques et de l'augmentation de la fiscalité indirecte, aggravent les inégalités structurelles et ont en fin de compte des effets disproportionnés sur les femmes⁶⁶. Il est donc crucial d'instaurer ou de renforcer les systèmes de protection sociale universelle avant de supprimer progressivement les subventions⁶⁷.

Malgré cela, les mesures d'atténuation privilégiées par les IFI comprennent l'expansion des « filets de sécurité » sociaux tels que les programmes de transfert d'espèces, qui sont ciblés sur les « pauvres » plutôt que d'être simplement universels. De telles mesures pourraient exclure des pans entiers de la population ayant désespérément besoin de sécurité sociale mais qui, pour une raison ou une autre, ne répondent pas aux critères de ressources. Il peut ainsi être extrêmement difficile pour les femmes d'accéder aux programmes de transferts

“

Les « avantages » annoncés de la privatisation (efficacité et économie accrues) sont souvent infondés, en particulier à long terme, les projets de PPP se traduisant généralement par un accès réduit ou moins équitable.

”

“

Les femmes dépendent plus que les hommes de la protection sociale sous la forme d'allocations pour l'éducation des enfants.

”

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

d'espèces. En Jordanie, par exemple, seulement 1,27 % des ménages dirigés par des femmes reçoivent une aide du National Aid Fund (NAF), contre 5,93 % des ménages dirigés par des hommes⁶⁸. Dans le même temps, les transferts d'espèces peuvent faire peser une charge énorme sur les femmes. Les transferts d'espèces conditionnels liés à l'assiduité scolaire, par exemple, font peser une plus grande responsabilité sur les femmes que sur les hommes, et les tensions découlant des normes sociales néfastes fondées sur le genre qui les sous-tendent peuvent également être un déclencheur de violences basées sur le genre⁶⁹. La suppression des dépenses sociales qui maintiennent les protections sociales universelles en place a donc de violentes conséquences sexospécifiques, en particulier dans un contexte de hausse des prix des produits de première nécessité.



La suppression des dépenses sociales qui maintiennent les protections sociales universelles en place a donc de violentes conséquences sexospécifiques.



ENCADRÉ 6 : COMMENT L'AUSTÉRITÉ PRIVE CERTAINES PERSONNES DE LEUR DROIT À L'ALIMENTATION

Le droit à l'alimentation est un droit humain. Or, la faim tue encore plus de 2,1 millions de personnes chaque année⁷⁰. Après des années d'austérité au Royaume-Uni, il est prouvé qu'un nombre croissant de personnes meurent de malnutrition et que les personnes sans-abri sont plus nombreuses à vivre dans la rue⁷¹. De 2014 à 2015, au plus fort des mesures d'austérité publique, le recours aux banques alimentaires a augmenté de 19 % d'une année sur l'autre⁷².

Pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, les conséquences de la réduction des dépenses sociales sont encore plus dévastatrices. En Inde par exemple, les subventions alimentaires ont constitué une approche politique essentielle pour lutter contre les niveaux extrêmes de pauvreté⁷³. Ces subventions sont pourtant supprimées, alors même que les prix des denrées alimentaires n'ont jamais atteint de tels sommets dans le monde en raison de l'inflation⁷⁴. À cela s'ajoutent des politiques fiscales régressives dont ne sont pas systématiquement exonérés les produits alimentaires de base. Par exemple, le Kenya a étendu l'application de la TVA au gaz de cuisson, au carburant et à certains produits alimentaires, alors que l'inflation des produits alimentaires a atteint 12,4 % dans le pays⁷⁵. Dans de nombreux ménages, ce sont les femmes qui doivent acheter ces produits et prévoir le budget correspondant.

L'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur l'état nutritionnel des femmes et des enfants est lui aussi clairement démontré. Une étude réalisée au Bangladesh souligne le lien entre hausse des prix des denrées alimentaires et aggravation de la malnutrition : les ménages les plus pauvres réduisent en effet la qualité de leur panier alimentaire en excluant certains produits et en remplaçant d'autres par des options moins chères⁷⁶. Malgré cela, le FMI a exigé de neuf pays, dont le Cameroun, le Sénégal et le Suriname, qu'ils introduisent ou augmentent la collecte de la TVA, qui s'applique souvent à des produits courants comme la nourriture et les vêtements⁷⁷.

La suppression des subventions sur les carburants et l'énergie a également restreint l'accessibilité globale des articles essentiels, comme le combustible de cuisson, dont les femmes dépendent de manière disproportionnée compte tenu de leurs responsabilités inégales en matière de soins. En Égypte, par exemple, le prix du gaz de pétrole liquéfié, qui est utilisé pour la cuisson, a augmenté de 712 % entre 2014 et 2018⁷⁸. Au Soudan, où près de la moitié de la population vit dans la pauvreté, on s'attend à ce que la suppression des subventions sur les carburants dans le cadre du récent accord de prêt du pays avec le FMI touche le plus durement les personnes les plus pauvres⁷⁹.

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Les femmes sont doublement touchées par les coupes dans les services, la protection sociale et les infrastructures. Ces coupes les touchent directement (que ce soit par leur impact sur les routes, les prix des denrées alimentaires ou les soins maternels), mais aussi indirectement : lorsque les coupes affectent les personnes dont elles ont la charge (souvent plusieurs individus), les femmes jouent en effet également le rôle d'« amortisseurs ». On attend d'elles qu'elles survivent et prennent soin de tout le monde lorsque les services et les protections sociales fournis par l'État diminuent, comme cela a été le cas pendant la pandémie de COVID-19, et qu'elles le fassent sans poser problème. Le temps et le travail des femmes ne sont souvent ni vus ni comptés, le « vrai travail » étant souvent associé à des images d'hommes. Cela a été particulièrement criant pendant la pandémie, lorsque le récit dominant soutenait que l'économie avait ralenti ou s'était arrêtée, alors que le travail de soin des femmes avait augmenté⁸⁰. Le travail non rémunéré des femmes est souvent maintenu dans l'ombre (afin de ne pas avoir à le prendre en compte, à le valoriser ou à le récompenser correctement dans un système qui en dépend). Dans le même temps, le travail informel des femmes est parfois dépeint de manière négative comme une activité illégale, échappant à l'impôt et ne faisant pas partie de l'économie au sens large ou ne méritant pas le moindre investissement⁸¹. Les femmes sont donc plus vulnérables au harcèlement et aux mauvaises conditions sur le lieu de travail et dans la rue, car elles travaillent sans protection et sont privées des infrastructures locales dont elles ont besoin pour mener une activité commerciale. Les mesures d'endiguement de la COVID-19 reposaient majoritairement sur des hypothèses tacites d'une augmentation du travail de soin non rémunéré des femmes⁸².

“

Les femmes sont doublement touchées par les coupes dans les services, la protection sociale et les infrastructures.

”



Artur (13 ans - son nom a été modifié pour protéger son identité), sa maman Tanya, 31 ans, comptable, et sa sœur, originaires de Cherkasy, en Ukraine, à la gare de Przemyśl Główny après avoir fui vers la Pologne. Przemyśl, Pologne. Photo: JB Russell /Panos/Oxfam

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Partie II : Travail sous-payé et réduction de la masse salariale publique

Travail sous-payé, droits du travail et informalisation accrue du travail

Les politiques d'austérité qui exigent une « flexibilisation » de la main-d'œuvre se traduisent par une érosion des réglementations protégeant les travailleurs et les travailleuses et par la libéralisation du commerce et des investissements. Il peut s'agir d'assouplir, voire de supprimer les réglementations en matière de licenciement, de réviser les salaires minimums et de limiter l'ajustement des salaires aux indices de coût de la vie⁸³. Cette approche promeut explicitement les besoins des entreprises et la notion de « flexibilisation génératrice d'emplois », loin d'être avérée. Au contraire, la flexibilisation du travail est plus susceptible de générer une plus grande précarité économique⁸⁴ et d'augmenter la probabilité de voir les femmes et les personnes non binaires subir une violence économique basée sur le genre. Le modèle de croissance axé sur les exportations imposé au monde majoritaire a souvent exigé des dérogations aux lois nationales en matière de travail (et autres). Au lieu d'autonomiser les femmes qui travaillent dans ces secteurs, cela les expose à des emplois mal rémunérés et à d'autres formes de violence économique⁸⁵. Au final, la déréglementation du travail restreint la liberté d'association, de négociation collective et de syndicalisation, si bien que les personnes confrontées à la violence sur le lieu de travail n'ont aucun recours à l'action collective.

À l'échelle mondiale, l'emploi des femmes se caractérise majoritairement par l'informalité, en particulier dans les pays du Sud. Par exemple en Afrique, 89,7 % des femmes qui travaillent ont un emploi informel⁸⁶. Dans les pays riches, les femmes sont encore nombreuses à avoir des contrats occasionnels, à temps partiel, temporaires et de courte durée (que l'OIT qualifie de « formes atypiques d'emploi »), malgré une plus grande participation des femmes dans le secteur formel. L'OIT estime que plus de 40 % des femmes qui travaillent ont des contrats à temps partiel dans des pays comme l'Allemagne et l'Irlande⁸⁷. En Belgique, ce chiffre a atteint 42 % en 2021⁸⁸, et en Australie, 45 % en 2022⁸⁹. Au Canada, en 2021, plus de 24 % des femmes actives étaient à temps partiel, contre seulement 13 % des hommes⁹⁰. Beaucoup de ces femmes appartiennent à des groupes minoritaires qui subissent de multiples discriminations structurelles fondées sur la race, la classe sociale, la sexualité, le statut migratoire et d'autres caractéristiques. La majorité des femmes issues de groupes marginalisés sont particulièrement vulnérables aux effets relevant de l'exploitation qui découlent de toute nouvelle déréglementation du travail érodant les normes de travail décentes.

Au Royaume-Uni, selon le Trade Union Congress⁹¹, l'austérité a entraîné une augmentation du chômage des femmes, des coupes dans le secteur public qui ont particulièrement touché l'emploi des femmes, et une augmentation du nombre de contrats de travail précaires pour les femmes. L'une des régions les plus défavorisées du pays a enregistré une augmentation de 23 % du nombre de femmes au chômage à la suite des mesures d'austérité qui ont débuté en 2010, tandis que 29 % des femmes occupaient globalement un emploi faiblement rémunéré, contre 16 % des hommes.

“

Au final, la déréglementation du travail restreint la liberté d'association, de négociation collective et de syndicalisation, si bien que les personnes confrontées à la violence sur le lieu de travail n'ont aucun recours à l'action collective.

”

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

ENCADRÉ 7 : COMMENT LA DÉRÉGLEMENTATION DU TRAVAIL EST SOURCE DE VIOLENCE ÉCONOMIQUE BASÉE SUR LE GENRE

La déréglementation du travail au moyen de mesures d'austérité revient à accroître l'exposition à la violence patriarcale par l'exploitation structurelle du travail des femmes, qui est faiblement rémunéré, occasionnel et considéré comme jetable. La déréglementation du travail est une constante de ces dix dernières années, à la fois parce que des pays ont accepté les conseils d'austérité des IFI pour obtenir des prêts ou comme condition à l'obtention de ceux-ci, et aussi parce que des pays se sont imposés à eux-mêmes de telles mesures pour attirer les investissements internationaux.

Par exemple, en 2020, l'Indonésie a proposé un projet de loi qui annulerait diverses lois pro-travail, ce qui a suscité la résistance des mouvements féministes, syndicaux et sociaux⁹². L'exploitation salariale croissante, le manque de sécurité salariale et l'absence de protections sur le lieu de travail résultant du projet de loi exposeraient les femmes, les filles et les personnes non binaires à des niveaux accrus de précarité économique et à la violence que cela peut entraîner.

La déréglementation du travail peut également être source de violences physiques directes, à commencer par le lieu de travail. Par exemple, en 2013, l'effondrement de l'usine Rana Plaza à Dhaka, au Bangladesh, a tué 1 100 travailleurs et travailleuses et en a blessé beaucoup plus. Il s'agissait pour la majorité d'ouvriers et d'ouvrières de l'habillement sous contrat occasionnel sans aucune protection, travaillant dans des conditions dangereuses dans le but de faire baisser les coûts de fabrication, produisant des articles d'exportation pour des sociétés transnationales ayant leur siège dans les pays riches⁹³.

La déréglementation du travail signifie également que les femmes peuvent se retrouver avec un pouvoir réduit et un risque accru de violence économique basée sur le genre au sein du foyer. Le chômage des femmes ou la précarisation de leur travail peut les enfermer dans un rôle d'aidantes et accroître leur exposition à la violence basée sur le genre (et leur incapacité à y échapper). La COVID-19 a clairement révélé ce phénomène. Alors que la pandémie a mis en évidence les inégalités de genre sur le plan de l'emploi en privant un plus grand nombre de femmes de revenus ou d'un travail régulier et en augmentant leurs responsabilités non rémunérées en matière de soins, les estimations mondiales prévoient que chaque période de trois mois de confinement engendrerait 15 millions de cas supplémentaires de violence au sein du couple⁹⁴. Il s'en est suivi une augmentation du nombre de meurtres de femmes, de personnes transgenres et de personnes non cisgenres⁹⁵.

“

La déréglementation du travail signifie également que les femmes peuvent se retrouver avec un pouvoir réduit et un risque accru de violence économique basée sur le genre au sein du foyer.

”

“

Ce creusement des inégalités entre les femmes et les hommes sur fond de politiques d'austérité continues depuis la crise financière de 2008 conduit sans doute à la normalisation de la précarité et de la violence économique qu'elle représente, ainsi que de ses caractéristiques sexospécifiques.

”

À l'échelle mondiale, il y aurait eu en 2021 13 millions de femmes employées de moins qu'en 2019, et les travailleuses du secteur informel ont été confrontées à une augmentation significative du travail de soin non rémunéré et à une hausse du travail rémunéré précaire⁹⁶. Ce creusement des inégalités entre les femmes et les hommes sur fond de politiques d'austérité continues depuis la crise financière de 2008 conduit sans doute à la normalisation de la précarité et de la violence économique qu'elle représente, ainsi que de ses caractéristiques sexospécifiques. Les inégalités structurelles allant à l'encontre des droits économiques des femmes et des personnes non binaires sont désormais ancrées et normalisées. La « course au moins-disant » (par laquelle le secteur privé cherche à obtenir le salaire le plus bas possible pour rendre les pays attractifs pour les investisseurs) est devenue une norme acceptée quant aux conditions d'emploi. Pendant la pandémie, deux tiers des pays n'ont pas augmenté le

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

salaire minimum en fonction du PIB par habitant-e⁹⁷. Cette tendance s'observe également dans la montée en puissance des contrats « zéro heure »⁹⁸ : au Royaume-Uni, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de gagner leur vie grâce à des contrats zéro heure, les femmes noires et issues des minorités ethniques étant même deux fois plus susceptibles que les hommes blancs de travailler avec ce type de contrat⁹⁹. Et même s'il n'y a pas d'heures de travail perdues ou d'emplois détruits, la pauvreté peut toujours prévaloir parmi les travailleurs et travailleuses formel-les en raison de l'inflation et de la hausse des prix.

Alors que les lois sont abrogées et remplacées au nom de la « flexibilisation », la légalité des cadres ainsi créés conduit à la formalisation de l'informalité et à la codification de l'exploitation. Cela signifie que le risque économique est transféré sur les travailleurs et les travailleuses, en particulier les femmes et les personnes non binaires, les personnes les plus marginalisées de la société étant considérées comme des ressources dont on peut disposer à sa guise, en les réduisant ou en les augmentant selon les besoins, avec des pertes minimales pour les actionnaires. Les personnes sans pouvoir absorbent donc la majeure partie de l'impact des chocs économiques, la violence économique cyclique, périodique et basée sur le genre devenant inhérente à la « logique » capitaliste néolibérale et à l'acceptation des fluctuations et des défaillances du marché. Alors que l'austérité pousse de plus en plus de personnes dans l'informalité et la précarité, le discours concernant les travailleurs et travailleuses informel-les et leur traitement deviennent de plus en plus violents. Ils et elles sont ainsi taxé-es de paresse et de fraude fiscale, qualifié-es de sacrificables et d'illégaux/illégales et de plus en plus soumis-es au harcèlement, à la violence physique et à l'exploitation par les détenteurs du pouvoir.



Rowena est éducatrice en garderie aux Philippines. Elle adore son métier, qui lui permet de se consacrer aux enfants et de les aider à se développer. Mais elle n'a pas toujours aimé devoir aller au travail. Avant que son mari n'assume sa part du travail de soin et des tâches ménagères, Rowena devait assumer à la fois son travail d'éducatrice, faire la cuisine et le ménage, aller chercher de l'eau et s'occuper de ses enfants. Elle était souvent exténuée et les longues heures de travail affectaient sa santé. Photo: Jed Regala/Oxfam

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Réduction de la masse salariale du secteur public

Les contraintes pesant sur la masse salariale du secteur public sapent la capacité des pays à faible revenu à fournir des services essentiels à leur population. Cela entrave le recrutement de nouveaux enseignants et de nouvelles enseignantes, d'infirmiers et d'infirmières et d'autres travailleurs et travailleuses essentiel·les, souvent dans un contexte de graves pénuries existantes.

Les réductions et les contraintes pesant sur la masse salariale du secteur public ont plusieurs niveaux d'impacts économiques sur les femmes. Le secteur public est l'un des principaux employeurs de femmes dans de nombreux pays. Il offre souvent aux femmes les emplois les plus stables et les meilleurs droits du travail, comme des congés de maternité, des congés maladie et une retraite. À l'échelle mondiale, les femmes représentent 46 % de la main-d'œuvre du secteur public, contre 33 % dans le secteur privé. Elles constituent plus de 64 % de la main-d'œuvre du secteur public de l'éducation (et la majorité du corps enseignant dans le primaire) et 90 % de la main-d'œuvre du secteur public de la santé¹⁰⁰. La réduction des dépenses dans ces secteurs constitue donc un recul pour l'égalité et la justice entre les genres. Il s'agit également d'une forme de violence économique basée sur le genre, au travers du ciblage stratégique d'institutions « féminisées » qui protègent la stabilité économique de nombreuses femmes, les poussant vers un secteur privé où les salaires peuvent être réduits en deçà des niveaux acceptables. Malgré cela, les IFI ne semblent pas entreprendre la moindre analyse de l'impact sexospécifique des contraintes imposées à la masse salariale du secteur public, ni chercher des alternatives ou proposer des mesures d'atténuation¹⁰¹.

Les gels de la masse salariale du secteur public et les pertes d'emploi ont donc un impact direct et disproportionné sur les revenus des femmes, si bien que davantage d'entre elles ne sont plus en mesure de faire face au coût de la vie. Par exemple, en Égypte, où 42,4 % des femmes employées travaillaient dans le secteur public et gouvernemental en 2018 (ces emplois sont recherchés et accessibles aux femmes en raison de leur plus grande sécurité), les politiques du FMI ont entraîné des réductions dans la masse salariale du secteur public, parallèlement à des réductions de la protection sociale, alors même que les prix des denrées alimentaires, du carburant et de l'énergie ont augmenté¹⁰². Ces contraintes font partie des conditionnalités de la dette depuis des décennies, de sorte que de nombreuses femmes ont rejoint ces secteurs pendant les périodes de « flexibilisation » de l'emploi, avec des contrats occasionnels et/ou de courte durée, ce qui les rend plus susceptibles d'être licenciées ou de perdre des heures lorsque des réductions sont imposées¹⁰³.

“

La réduction des dépenses dans ces secteurs constitue donc un recul pour l'égalité et la justice entre les genres. Il s'agit également d'une forme de violence économique basée sur le genre, au travers du ciblage stratégique d'institutions « féminisées » qui protègent la stabilité économique de nombreuses femmes, les poussant vers un secteur privé où les salaires peuvent être réduits en deçà des niveaux acceptables.

”

ENCADRÉ 8 : DES COUPES OPÉRÉES SANS TENIR COMPTE DU CONTEXTE

De nombreuses réductions de la masse salariale ont lieu dans des pays dont le niveau de dépenses du PIB est déjà faible. Par exemple, dans le cadre de ses politiques de maîtrise de la masse salariale, le FMI a conseillé aussi bien au Népal (avec des dépenses de 3,7 % pour la masse salariale), au Zimbabwe (17 %) et au Nigeria (1,9 %) de réduire leur masse salariale, sans analyse préalable de l'impact social de telles réductions¹⁰⁴. Les dépenses liées à la masse salariale des pays s'en trouvent réduites à un niveau bien inférieur à la moyenne mondiale. Et ce, en pleine pandémie mondiale, alors que les services qui seront mis à mal par ces réductions (comme la santé et l'éducation) sont précisément ceux qui sont nécessaires au maintien de la santé et de la vie elle-même.

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Outre la perte de revenus, les conditions de travail des femmes dans le secteur public se détériorent à cause de la limitation de la masse salariale, les ratios patient-es/praticien-ne et élèves/enseignant-e augmentant au-delà des normes recommandées. Cela affecte également la qualité et la disponibilité des soins pour les usagers et usagères. Des témoignages provenant de centres de santé de première ligne au Nigeria révèlent des scénarios tels que deux infirmiers ou infirmières en service pour s'occuper de plus de 150 femmes dans un service prénatal¹⁰⁵, tandis qu'au Liberia, où le FMI a conseillé une réduction de 1,1 %, le ratio de professionnel·les de la santé pour 10 000 personnes n'était que de cinq (alors que l'objectif de l'OMS est de 41)¹⁰⁶. Outre les répercussions directes sur les taux de morbidité et de mortalité des patient-es, cette situation entraîne également un syndrome de surmenage et d'épuisement professionnel chez les praticien·nes, avec des répercussions tant physiques que psychologiques¹⁰⁷.

En fin de compte, la « logique » qui sous-tend les réductions des dépenses et du secteur public privilégie l'idéologie néolibérale aux dépens de moyens plus équitables d'équilibrer les budgets, renforçant de ce fait l'oppression patriarcale. Cela a des implications majeures pour la souveraineté politique nationale des États du Sud, dans une architecture financière géopolitique néocoloniale où les pays riches et les prêteurs restent prééminents. En temps de crise économique, les coupes budgétaires d'un pays et l'affectation de ses dépenses restent un choix révélateur de ce qu'une société considère comme précieux. Le jugement de valeur menant à la décision de réduire les effectifs du personnel de santé de première ligne en pleine pandémie mortelle ou de supprimer les subventions alimentaires lors d'une crise du coût de la vie, mais qui maintient les dépenses en armement ou refuse d'augmenter les impôts des milliardaires, ne peut découler que de l'idée qu'il existe des groupes au sein de la société qui sont suffisamment sacrificiables pour absorber la violence directe et indirecte que ces décisions font subir à l'esprit, au corps et à l'âme.

“

En fin de compte, la « logique » qui sous-tend les réductions des dépenses et du secteur public privilégie l'idéologie néolibérale aux dépens de moyens plus équitables d'équilibrer les budgets, renforçant de ce fait l'oppression patriarcale.

”

ENCADRÉ 9 : COLONIALITÉ, NÉOCOLONIALISME ET BESOIN D'UNE JUSTICE RÉPARATRICE

La colonialité fait référence à des modèles de pouvoir de longue date qui ont émergé à la suite du colonialisme et qui ont survécu jusqu'aux mouvements d'indépendance et au-delà. Elle s'incarne de différentes manières, notamment dans le processus décisionnel financier et politique néocolonial que l'on connaît aujourd'hui, voyant les pays du Nord continuer d'exercer leur pouvoir et de prendre des décisions pour les nations du Sud, même sans domination directe. Le pouvoir exercé à la fois par les entreprises et les pays riches pour bloquer la levée temporaire de la propriété intellectuelle sur les vaccins contre la COVID-19 à l'Organisation mondiale du commerce (pour permettre aux pays du Sud de fabriquer eux-mêmes des vaccins) en est une illustration indéniable. Un autre exemple est celui du FMI, où la prise de décision est fortement biaisée au profit des États-Unis et d'anciennes puissances coloniales comme le Royaume-Uni, créant un déséquilibre de pouvoir évident qui continue de saper la souveraineté nationale et la prise de décision de nombreuses nations autrefois colonisées. Compte tenu de la visibilité et de l'impact continus de l'héritage du colonialisme, l'appel à la justice réparatrice ne cesse de croître, s'agissant du seul moyen de remédier aux violations flagrantes de l'ère coloniale et à l'omniprésence de son héritage dans l'architecture financière et politique mondiale actuelle.

Partie III : Travail de soin non rémunéré, pauvreté en temps et perte des droits économiques et politiques des femmes

Comme souligné plus haut, la destruction des services publics en raison des coupes et de la marchandisation contraint les femmes à combler les lacunes en fournissant elles-mêmes des soins sur leur temps libre. Parallèlement, le chômage et les contrats de travail plus précaires les relèguent à la maison pour répondre aux besoins croissants en matière de soins, ce qui restreint ou réduit à néant leur capacité à gagner leur vie. Mise en œuvre à la suite de prescriptions macroéconomiques, l'austérité a donc des répercussions directes au niveau micro dans les ménages et les communautés en réaffirmant des normes sociales oppressives et violentes basées sur le genre.

Le travail de soin non rémunéré et le manque de temps s'apparentent à des formes de violences structurelles clairement basées sur le genre, qui suppriment ou réduisent de manière contrainte la possibilité et le droit des femmes de mener les activités de leur choix (qu'il s'agisse du droit au travail rémunéré, de la participation civique ou du droit au repos). L'autonomie des femmes s'en trouve restreinte, tant aux niveaux physique, psychologique et symbolique, les femmes étant plus susceptibles que les hommes d'être éreintées et épuisées mentalement, d'autant qu'elles assument une « charge mentale » plus importante¹⁰⁸. La perte de revenus, de protection sociale et de dépenses sociales accroît non seulement l'exposition des femmes à l'exploitation économique sur le marché, mais entraîne également des formes directes et indirectes de violence à la maison, dans la rue et au sein des institutions. L'augmentation de la pauvreté en temps handicape les femmes sur le plan politique en les empêchant physiquement et mentalement de s'impliquer dans la représentation politique, ce qui renforce le *statu quo* dans la prise de décisions macroéconomiques sans qu'elles aient voix au chapitre. Dans une étude menée au Kenya, aux Philippines, au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis, plus de 43 % des femmes ont déclaré se sentir plus anxieuses, surmenées, isolées ou physiquement malades en raison de leurs responsabilités accrues en matière de soins pendant la COVID-19¹⁰⁹. Le fait que les espaces de pouvoir sont dominés principalement par des hommes cisgenres (souvent privilégiés) souligne l'oppression patriarcale inhérente à ce système.

De manière plus générale, les attaques contre les droits économiques érodent progressivement les droits politiques, à mesure que l'indépendance et la capacité à s'organiser sont mises à mal. La violence se manifeste par l'absence grandissante de voix, de représentation et d'actions féministes sur les questions et dans les espaces de prise de décisions, ainsi que sur des questions qui affectent de manière disproportionnée celles n'ayant pas voix au chapitre. Par exemple, dans certains cas, l'incursion de la privatisation dans le secteur public a entraîné la réduction des espaces où les travailleurs et les travailleuses peuvent s'organiser stratégiquement pour faire entendre leur voix contre l'exploitation des entreprises¹¹⁰ (la privatisation d'entreprises publiques est une recommandation constante dans les paquets de consolidation fiscale du FMI pour diminuer la masse salariale dans de nombreux pays). Cela affaiblit les syndicats et les mouvements syndicaux, ce qui réduit encore davantage les espaces dans lesquels les femmes et les personnes non binaires peuvent s'appuyer sur le pouvoir collectif pour apporter des changements. Le congé parental rémunéré, qui partage le travail de soin non rémunéré entre les personnes de tous genres et l'État, peut garantir une participation accrue des femmes à la main-d'œuvre rémunérée et réduire l'écart de rémunération entre les genres. Malheureusement, le congé parental rémunéré est déjà inférieur aux 18 semaines recommandées par l'OIT dans 58 % des pays, et le congé maternel rémunéré est inférieur aux 14 semaines recommandées par l'OIT dans 36 % des pays¹¹¹.

“

Le travail de soin non rémunéré et le manque de temps s'apparentent à des formes de violences structurelles clairement basées sur le genre, qui suppriment ou réduisent de manière contrainte la possibilité et le droit des femmes de mener les activités de leur choix

”

CHAPITRE 3 : DES ALTERNATIVES FÉMINISTES COMME PROPOSITIONS VIABLES POUR METTRE FIN À L'AUSTÉRITÉ

Le caractère illogique de l'austérité a causé suffisamment de douleur, en particulier aux femmes, aux filles et aux personnes non binares. Alors que le monde tire les leçons de la pandémie et de l'échec des précédents cycles d'austérité, il est temps de mettre fin aux mesures d'austérité une fois pour toutes.

Plutôt que d'imposer des mesures d'austérité douloureuses et vouées à l'échec, les IFI devraient aider les pays à traverser cette période de turbulences par une série d'actions pratiques. Il s'agirait notamment de suspendre les conditions fondées sur l'austérité dans tous les programmes de prêts en cours, en particulier pour les pays les plus touchés par l'aggravation des crises, et de développer des financements d'urgence qui ne créent pas de dette. Les IFI doivent promouvoir la taxation de la richesse et des entreprises et soutenir l'annulation de la dette, ainsi qu'une nouvelle émission de droits de tirage spéciaux, une forme de monnaie mondiale sans contrainte créée par le FMI et distribuée à ses membres en cas de choc mondial. Il est urgent de repenser et de réformer la gouvernance économique mondiale afin d'amplifier la voix et la capacité d'action des pays et des peuples du monde majoritaire.

“

Il est urgent de repenser et de réformer la gouvernance économique mondiale afin d'amplifier la voix et la capacité d'action des pays et des peuples du monde majoritaire.

”

Dépasser l'austérité moyennant des alternatives économiques féministes

Depuis des décennies, des économistes et des militant-es féministes imaginent, développent, défendent et mettent en œuvre des modèles, des cadres, des stratégies et des approches économiques comme autant de moyens alternatifs aux approches orthodoxes dominantes d'organiser les systèmes économiques et de participer à l'activité économique¹¹². Les alternatives économiques féministes s'attaquent aux relations de pouvoir patriarcales et à l'oppression structurelle par le biais d'approches multidimensionnelles pour instaurer un changement des systèmes macroéconomiques reposant sur la justice économique et de genre. Les alternatives économiques féministes s'articulent autour de leur juxtaposition et de leur résistance au système capitaliste néolibéral et s'appuient fermement sur des principes de justice redistributive.

Les alternatives économiques féministes *ne sont pas* des approches d'autonomisation économique qui se contentent d'intégrer les femmes dans le système économique existant en exploitant leur productivité dans le but de faire croître le PIB, en faisant porter la responsabilité aux femmes de « sortir de la pauvreté par l'entrepreneuriat » et en atomisant les luttes économiques des femmes¹¹³. De telles approches ne font que « rosir » les programmes existants pour qu'ils paraissent justes du point de vue du genre ; elles ne sont pas à la hauteur des cadres progressifs transformateurs qu'exigent les AEF et détournent l'attention de la nécessité d'un changement de système en se bornant à des indicateurs d'autonomisation économique au niveau micro.

En définitive, les alternatives économiques féministes sont à la fois visionnaires et viables, car elles offrent des alternatives concrètes aux politiques macroéconomiques en réfutant la « logique » du néolibéralisme et l'austérité qui l'accompagne. Elles s'inscrivent dans des modèles économiques qui accordent une grande importance aux soins et au bien-être des personnes et de la planète. La protection des biens et services publics, la protection sociale, le travail décent et la justice fiscale comptent parmi les thèmes de prédilection. L'un des éléments sous-jacents à toutes les alternatives économiques féministes est de voir les États du monde majoritaire se réapproprier et exercer leur souveraineté nationale sur l'élaboration de leurs politiques. Cette aspiration reste actuellement hors de portée en raison des mesures d'austérité imposées de l'extérieur et de la dette en particulier.

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre



Des femmes leaders communautaires à Hyderabad, Pakistan. Photo: Khaula Jamil/OxfamAUS

Nous présentons ci-dessous cinq propositions alternatives d'universitaires et de militantes féministes en réponse directe à la violence économique basée sur le genre engendrée par l'austérité, ainsi que les fondements et l'environnement favorable nécessaires pour que ces alternatives fonctionnent.

1. Adopter une budgétisation et une fiscalité féministes

Il est urgent de mettre en œuvre des mesures fiscales hautement progressives qui financeront des mesures puissantes et éprouvées pour réduire les inégalités, telles que la protection sociale universelle et les services publics universels. Les États doivent choisir d'instaurer des impôts sur la fortune au lieu de réduire leurs budgets pour tenter de trouver des fonds. Le choix est évident : un impôt annuel progressif sur la fortune des multimillionnaires en dollars, à hauteur de 2 % pour les patrimoines nets de 5 millions de dollars et plus, de 5 % pour les patrimoines de 50 millions de dollars et plus, et de 10 % pour les patrimoines nets au-delà de 1 milliard de dollars, pourrait rapporter 1 100 milliards de dollars de plus que les coupes budgétaires annuelles que les gouvernements envisagent pour les cinq prochaines années jusqu'en 2027.

Les États doivent également remettre en question les impacts sexospécifiques de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui porte sur les biens de consommation (plus souvent achetés par les femmes, lesquelles ont une capacité financière moindre et sont dans une plus grande précarité). Parmi les autres exemples, on peut citer des approches ciblées de l'impôt sur le revenu susceptibles de soutenir les personnes les plus vulnérables au sein de la société, comme la déclaration d'impôt individuelle qui permet aux femmes de réclamer des allocations¹¹⁴, et l'octroi d'un allègement fiscal sur les revenus des femmes, ou encore l'introduction de lois permettant de déduire fiscalement les frais de garde d'enfants¹¹⁵.



Un impôt progressif sur la fortune, compris entre 2 % et 10 %, prélevé sur les millionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1 100 milliards de dollars de plus que les économies annuelles moyennes que les États prévoient de réaliser grâce aux coupes budgétaires.

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

Bien que la budgétisation sensible au genre ait fait l'objet de certaines critiques, les efforts antérieurs étant devenus un simple exercice de cases à cocher¹¹⁶, il est admis que ces efforts ont permis d'établir le modèle pour comprendre les impacts différenciés selon le genre des coupes opérées dans les dépenses sociales, et ce qui doit se produire pour que les dépenses fiscales soient sensibles au genre. Un mouvement de budgétisation plus explicitement féministe a commencé à gagner du terrain, comme en Afrique du Sud avec la South African Feminist Budgeting Alliance ou en Zambie, lorsque la société civile, menée par des mouvements de défense des droits des femmes, a contesté la réduction des dépenses d'éducation dans le budget national en 2018 (Encadré 10). Un budget féministe permet également d'intégrer une analyse qui inclut les besoins des personnes non binaires de manière plus résolue, par exemple en prenant en compte les besoins spécifiques des membres de la communauté queer dans les services sociaux. Dans le même temps, des efforts concertés dans certaines régions, comme l'Amérique latine, ont démontré que le fait d'adopter une approche féministe/axée sur les droits des femmes dans les budgets peut influencer la prise de décision en matière de politique fiscale dans la région. Cela contribue de manière significative au débat sur l'allocation des ressources en s'appuyant sur l'analyse des dépenses publiques¹¹⁷.

“

Des efforts concertés dans certaines régions, comme l'Amérique latine, ont démontré que le fait d'adopter une approche féministe/axée sur les droits des femmes dans les budgets peut influencer la prise de décision en matière de politique fiscale dans la région.

”

ENCADRÉ 10 : LUTTE POUR UN BUDGET FÉMINISTE EN ZAMBIE

En Zambie, en 2019, les femmes se sont organisées pour s'opposer à la réduction des dépenses d'éducation, alors même que les dépenses de défense étaient augmentées. L'autonomisation des citoyen·nes autour du processus budgétaire est un exemple de la manière de créer un modèle économique axé sur les préoccupations féministes et le bien-être des personnes en utilisant l'appareil institutionnel existant. La Fight Inequality Alliance (FIA) Zambie a été un acteur majeur dans l'organisation ayant conduit à l'élaboration d'un budget alternatif : « The People's Budget ». Le mouvement n'était pas soutenu par une initiative traditionnelle de budgétisation sensible au genre menée par des organisations nationales de femmes, mais par une vaste coalition d'origine populaire. La FIA a organisé des formations sur le cycle budgétaire, principalement dans les zones rurales de Zambie, en travaillant avec des militant·es de terrain sur comment et quand s'impliquer dans le processus budgétaire, ainsi que sur la manière de soumettre une proposition. Cette approche a sans doute permis une plus grande synergie avec les demandes féministes plus radicales concernant le budget, ce dont certaines initiatives de budgétisation sensible au genre ne sont plus capables.

Rachel Noble, Rachel Walker, Lila Caballero et Asha Herten (2020), Another world is possible Volume 4: Building the conditions for feminist economic alternatives to flourish. Action Aid. <https://www.actionaid.org.uk/publications/another-world-possible-volume-4-building-conditions-feminist-economic-alternatives>

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

2. Investir dans les biens, les services et les infrastructures publics, et lutter contre la privatisation

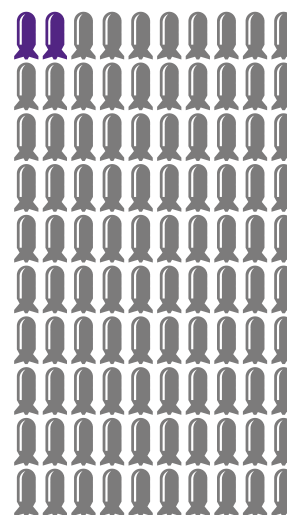
Garantir l'espace fiscal pour que les services fondés sur les droits soient fournis par le secteur public est un engagement politique qui nécessite des investissements, mais aussi le rejet de la privatisation des biens publics qui conduit à leur marchandisation et réduit l'accès à ceux-ci pour les personnes qui en ont le plus besoin. Les États continuent de reléguer au second plan les besoins des femmes et des filles : seulement 2 % du montant des dépenses publiques consacrées à la défense pourraient mettre fin aux violences interpersonnelles basées sur le genre dans 132 pays¹¹⁸. Nous devons mettre en place des systèmes de protection sociale solides comprenant l'accès universel aux soins de santé, la protection contre les violences, un accès juste et équitable aux services et des investissements dans les infrastructures de soins. Les exemples d'engagements en faveur de cadres alternatifs se multiplient. C'est notamment le cas de l'investissement politique et financier significatif que constituent le système de soin de Bogotá en Colombie (Encadré 11), la loi uruguayenne sur les soins et le réseau national de soins et de développement pour l'enfance au Costa Rica. Chacune de ces initiatives est l'aboutissement de la constitution de mouvements par des coalitions de la société civile, des organisations professionnelles du secteur des soins et de la santé, des universités, du gouvernement et de certains acteurs du secteur privé. Dans chaque cas, l'objectif est d'ancrer ces alternatives pour qu'elles s'imposent comme une composante essentielle des contextes politiques et culturels afin de résister aux programmes néolibéraux concurrents.

ENCADRÉ 11 : SYSTÈME DE SOIN DE BOGOTÁ

En réponse à la mobilisation militante autour de la problématique sexospécifique du travail de soin à Bogotá (où 3,6 millions de femmes sur quatre millions assurent un travail de soin non rémunéré), le gouvernement a mis en place le système de soin de Bogotá, qui vise à apporter la ville et ses services au plus près des femmes qui ne peuvent pas se déplacer loin de chez elles. Considéré comme un modèle radical de « facilité d'accès », ce système a nécessité une réorganisation de la planification et du fonctionnement de la ville en mettant au premier plan les femmes dont la vie et le travail étaient auparavant invisibles. Il donne la priorité au bien-être des aidant-es et des personnes prises en charge, permettant aux femmes de prendre soin d'elles-mêmes tout en sachant que leurs proches reçoivent les meilleurs soins possibles.

L'évolution des mentalités est un élément majeur dans la manière dont le système œuvre en faveur de la durabilité. Il s'agit notamment de faire évoluer les normes de genre au niveau des ménages, mais aussi au niveau de la société, par le biais de campagnes montrant la valeur du soin, et de créer l'Alliance CARE, un réseau en pleine expansion regroupant ONG, acteurs du secteur privé, universités et société civile. Plus important encore, le programme vise la durabilité en intégrant le système de soin dans le plan directeur urbain de Bogotá (conçu de manière consultative avec la participation de plus de 23 000 personnes) comme un moyen de survivre face à des agendas politiques concurrents. L'objectif est d'ancrer le système de soin si profondément qu'il devienne une composante permanente et essentielle des services de Bogotá et de la manière dont la municipalité est gouvernée, indépendamment des revirements politiques.

A. I. Arenas (17 juin 2021), District Care System of Bogota, An Innovative Territorial Public Policy Strategy for Colombia. NewCities. <https://newcities.org/wellbeing-bogota-ana-isabel-arenas/>



Seulement 2 % du montant des dépenses publiques consacrées à la défense pourraient mettre fin aux violences interpersonnelles basées sur le genre dans 132 pays

“

Nous devons mettre en place des systèmes de protection sociale solides comprenant l'accès universel aux soins de santé, la protection contre les violences, un accès juste et équitable aux services et des investissements dans les infrastructures de soins.

”

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

3. Garantir un travail décent et une protection sociale

Le travail décent (formel, informel, rémunéré et non rémunéré) est une revendication féministe essentielle pour combattre la violence économique basée sur le genre engendrée par l'austérité. Dans sa vision d'une transition juste, l'Internationale des services publics (ISP) appelle à une transformation féministe de la division du travail basée sur le genre, à la revalorisation du travail des femmes et des secteurs féminisés, et à l'élimination du patriarcat du salaire (c'est-à-dire l'invisibilisation et l'exploitation du travail des femmes)¹¹⁹.

Tout d'abord, les États du Sud doivent être en mesure d'adopter des politiques anticycliques qui les aideront à relancer leur économie, notamment en consacrant des dépenses au maintien de l'emploi plutôt qu'à sa destruction¹²⁰. Le travail décent repose non seulement sur la création d'emplois, mais aussi sur la protection et la promotion des droits des travailleurs et des travailleuses, l'accès à la protection sociale, la liberté d'association et le dialogue social. Les revendications en ce sens sont une contre-proposition directe au *statu quo* actuel du travail dévalorisé (en particulier celui effectué par les femmes, les personnes non binaires et les groupes les plus marginalisés) et de sa contribution à l'accumulation du capital dans les chaînes de valeur mondiales. La pleine application des normes du travail de l'OIT est un cadre essentiel pour y parvenir, y compris pour les femmes travaillant dans l'économie informelle et dans l'économie des soins, aux côtés de stratégies industrielles ambitieuses et transformatrices du point de vue du genre à tous les niveaux, y compris dans les traités régissant le commerce et les investissements.

4. Investir dans la recherche et la production de connaissances afin de mieux éclairer les décisions

Les données restent l'un des plus grands défis à relever pour comprendre l'impact des politiques macroéconomiques sur les femmes, les filles et les personnes non binaires. Moins de la moitié des données nécessaires au suivi de l'ODD 5, « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », sont disponibles¹²¹. Selon la Division de la statistique des Nations Unies, il s'agit notamment de données qui concernent exclusivement ou principalement les femmes et les filles, qui couvrent un large éventail de questions socio-économiques et qui pourraient offrir un précieux éclairage sur les différences de bien-être selon le genre¹²². Une recherche et une collecte de données appropriées aideront les décideurs à prendre des décisions éclairées au moment d'intégrer les besoins des différents genres dans leurs choix politiques, y compris des données ventilées par race, origine ethnique, âge et autres catégories qui permettent une véritable analyse intersectionnelle. Rien que dans le domaine de la santé, les femmes sont souvent sous-représentées dans de nombreuses études scientifiques et cliniques¹²³. Selon le rapport Global Health 50/50 2020, environ 35 % seulement des données communiquées sont ventilées par genre¹²⁴, et même lorsque cela est le cas, les organisations n'utilisent pas toujours les données pour l'analyse de genre. La situation est encore pire pour les personnes non binaires et la communauté queer, car elles restent largement invisibles dans la collecte de données et les enquêtes. Pour éradiquer la violence économique basée sur le genre et placer le genre au cœur de l'élaboration des politiques, nous devons commencer par donner la priorité à la collecte, au partage transparent et à la dépolitisation des données ventilées par genre.

“

Le travail décent (formel, informel, rémunéré et non rémunéré) est une revendication féministe essentielle pour combattre la violence économique basée sur le genre engendrée par l'austérité.

”

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

5. Soutenir la représentation et l'organisation féministes

Très peu de femmes et encore moins de personnes non binaires prennent les décisions économiques et politiques qui affectent leur vie. En 2022, 26 % seulement de l'ensemble des membres des parlements nationaux sont des femmes, contre 11 % en 1995¹²⁵. Au rythme actuel, la parité dans les organes législatifs nationaux ne sera pas atteinte avant 2063¹²⁶. La situation est encore pire dans certains pays : au Brésil, par exemple, au niveau municipal, de nouvelles données montrent qu'il faudrait 144 ans pour atteindre une représentation paritaire au sein de l'assemblée législative¹²⁷. L'élaboration des politiques est donc confiée à des hommes, ou à des femmes appartenant à des partis dirigés par des hommes. Par exemple, au Liban, six des huit femmes parlementaires appartiennent à un parti politique dirigé par un homme, sont apparentées à des hommes politiques ou ont hérité leur siège de leur père ou de leur mari¹²⁸. Et si les femmes continuent d'être sous-représentées, les membres de la communauté LGBTQIA+ ne sont pratiquement pas représentés, ce qui crée une disparité encore plus grande dans la prise de décision. Aux États-Unis, à peine plus de 1 000 élu-es s'identifient ouvertement comme LGBTQIA+, ce qui ne représente que 0,2 % des élu-es¹²⁹.

Même dans les pays plus progressistes, les femmes sont confrontées à une stigmatisation sociale qui freine leur volonté de participer à la vie politique traditionnelle. En Suède, une comparaison des trajectoires relationnelles des candidat-es gagnant-es et perdant-es aux postes de maire et de parlementaire montre que la promotion à l'un de ces postes double la probabilité de divorce pour les femmes, mais pas pour les hommes¹³⁰. La sous-représentation des femmes dans les organes de pouvoir est aggravée par le déclin continu de l'espace civique dans le sillage de la pandémie. En Jordanie, plus de 90 % des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête menée auprès d'organisations féministes ont rapporté un rétrécissement de l'espace civique autour de leur militantisme pour la justice entre les genres¹³¹.

La représentation des femmes dans le seul but de remplir un certain quota est un autre visage du « pinkwashing » et de la politique identitaire, de plus en plus populaire dans les régimes néolibéraux. Pour voir un véritable changement du pouvoir, les priorités féministes doivent être correctement prises en compte tant dans la représentation politique que dans la mobilisation de la base. Les mouvements sociaux ont joué un rôle particulièrement important dans la promotion de la justice de genre, et cela ne doit pas s'arrêter là. Nous appelons à un financement accru des mouvements populaires et de la mobilisation communautaire en particulier, ainsi qu'à un financement direct des organisations de défense des droits des femmes dans les pays du Sud, en tant qu'outil fondamental pour l'autonomisation des militant-es locales et locaux. Le financement doit être associé à un plaidoyer pour la modification des lois et politiques nationales qui entravent la capacité des citoyen-nes à s'organiser et à manifester.

“

Nous appelons à un financement accru des mouvements populaires et de la mobilisation communautaire en particulier, ainsi qu'à un financement direct des organisations de défense des droits des femmes dans les pays du Sud, en tant qu'outil fondamental pour l'autonomisation des militant-es locales et locaux.

”

NOTES

- 1 I. Ortiz et M. Cummings (2022), *End Austerity: A Global Report on Budget Cuts and Harmful Social Reforms in 2022–2025*. Eurodad. https://www.eurodad.org/end_austerity_a_global_report
- 2 Ibid.
- 3 A. Mezzadri (2016), *Class, gender and the sweatshop: on the nexus between labour commodification and exploitation*. *Third World Quarterly*. 37:10, 1877–1900. DOI : 10.1080/01436597.2016.1180239
- 4 D. Abed et A. Kamande (2022), *L'austérité : aussi une question de genre*. Note méthodologique (en anglais). Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-assault-of-austerity-how-prevailing-economic-policy-choices-are-a-form-of-g-621448/>
- 5 S. Bhalla, K. Bhasin et A. Virmani (2022), *Pandemic, Poverty, and Inequality: Evidence from India*. Document de travail du FMI n° 2022/069. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2022/04/05/Pandemic-Poverty-and-Inequality-Evidence-from-India-516155>
- 6 M. Marmot, J. Allen, T. Boyce, P. Goldblatt et J. Morrison (2022), *Health Equity in England: The Marmot Review 10 Years On*. Institute of Health Equity. <https://www.health.org.uk/publications/reports/the-marmot-review-10-years-on>
- 7 Towers, J., & Walby, S. (2012). Measuring the impact of cuts in public expenditure on the provision of services to prevent violence against women and girls. *Safe-The Domestic Abuse Quarterly*, 41, 1–58.
- 8 Womensgrid. (15 juin 2015), *Rape Crisis Network Ireland (RCNI) response to withdrawal of funding*. Communiqué de presse. <https://www.womensgrid.org.uk/groups/?p=3321>
- 9 N. Tamale (2021), *Adding Fuel to Fire: How IMF demands for austerity will drive up inequality worldwide*. Oxfam. DOI : 10.21201/2021.7864. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/adding-fuel-to-fire-how-imf-demands-for-austerity-will-drive-up-inequality-worl-621210/>
- 10 Le « monde majoritaire » est une manière alternative de désigner les pays du Sud, les pays en développement ou encore les pays du tiers-monde. L'expression décrit les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique centrale et du Sud, des Caraïbes et du Pacifique, pour plus de précision géographique, et se rapporte aux pays où réside la majeure partie de la population mondiale. Elle est de plus en plus utilisée en guise d'alternative parmi les féministes africain-es, y compris au sein du NAWI–Afrifem Macroeconomics Collective – : <https://www.nawi.africa/>
- 11 D. Abed et A. Kamande (2022), *L'austérité : aussi une question de genre*. Note méthodologique (en anglais). Op. cit.
- 12 Ibid.
- 13 Ibid.
- 14 Oxfam (2022), *First Crisis, Then Catastrophe*. Note d'information. <https://www.oxfam.org/en/research/first-crisis-then-catastrophe>
- 15 Ibid.
- 16 Forum économique mondial (2022), *Global Gender Gap Report 2022*. <https://www.weforum.org/reports/global-gender-gap-report-2022/>
- ONU Femmes (2021), *La pandémie de COVID-19 fera basculer des millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté*. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/Gender-equality-in-the-wake-of-COVID-19-Poverty-pullout-fr.pdf>
- 17 J. D. Ostry, P. Loungani et D. Furceri (2016), *Neoliberalism: Oversold? Finance and Development*, June 2016, Vol. 53, No. 2. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/ostry.htm> ; et OCDE (2011), *Panorama des administrations publiques 2011*. https://www.oecd-ilibrary.org/fr/governance/panorama-des-administrations-publiques-2011_gov_glance-2011-fr
- 18 I. Ortiz et M. Cummins (2019), *Austerity: The new normal – A renewed Washington Consensus 2010–24*. CSI, Bretton Woods Project, Public Services International, Initiative for Policy Dialogue et Eurodad. <https://socialprotection.org/discover/publications/austerity-new-normal-renewed-washington-consensus-2010-24>
- 19 E. Berkhout, et al. (2021), *Le virus des inégalités : Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-virus-des-inegalites>
- 20 N. Tamale (2021), *Adding Fuel to Fire*, op. cit.
- 21 I. Ortiz et M. Cummings (2022), *End Austerity: A Global Report on Budget Cuts and Harmful Social Reforms in 2022–25*. Eurodad. https://www.eurodad.org/end_austerity_a_global_report
- 22 Département des Nations Unies des affaires économiques et sociales (2017), *World Economic and Social Survey 2017*. https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/WESS_2017_ch3.pdf
- 23 K. Farnsworth et Z. M. Irving (2018), *Austerity: Neoliberal dreams come true? Critical Social Policy*. pp. 461–481. <https://doi.org/10.1177/0261018318762451>
- 24 G. Berik (2017), Beyond the rhetoric of gender equality at the World Bank and the IMF. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 38(4), 564–569.
- 25 Voir la note 9.
- 26 J. Oringer et C. Welch (1998), *Structural Adjustment Programmes*. Institute for Policy Studies. https://ips-dc.org/structural_adjustment_programs/
- 27 N. Tamale (2021), *Adding Fuel to Fire*, op. cit.
- 28 M. McKee, M. Karanikolos, P. Belcher et D. Stuckler (2012), *Austerity: a failed experiment on the people of Europe*. *Clin Med* (Lond). 2012 Aug;12(4):346–50. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4952125/#:~:text=The%20results%20of%20these%20experiments,halted%20once%20austerity%20measures%20hit>
- 29 G. Fanjul (2014), *Les enfants de la récession : Impact de la crise économique sur le bien-être des enfants dans les pays riches*. UNICEF. Bilan Innocenti 12. <https://www.unicef-irc.org/publications/734-les-enfants-de-la-r%C3%A9cession-impact-de-la-crise-%C3%A9conomique-sur-le-bien-%C3%AAtre-des.html>

THE ASSAULT OF AUSTERITY

How prevailing economic policy choices are a form of gender-based violence

- 30 HCDH (2019), *Visite au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée*. A/HRC/41/54/Add.2. <https://www.ohchr.org/fr/documents/country-reports/visit-united-kingdom-great-britain-and-northern-ireland-report-special>
- 31 Global Development Policy Center (2021), *Poverty, Inequality and the IMF: How Austerity Hurts the Poor and Widens Inequality*. <https://www.bu.edu/gdp/2021/04/02/poverty-inequality-and-the-imf-how-austerity-hurts-the-poor-and-widens-inequality/>
- 32 B. Berberoglu (1994), *Class, Race and Gender: The Triangle of Oppression*. *Race, Sex & Class*, 2(1), 69–77. <http://www.jstor.org/stable/41680097>
- 33 L. Ossome (2015), *In Search of the State? Neoliberalism and the labour question for pan-African feminism*. *Feminist Africa*, 20. http://www.agi.uct.ac.za/sites/default/files/image_tool/images/429/feminist_africa_journals/archive/20/2_fa20_feature_1.pdf
- 34 A. Mezzadri (2016), *Class, gender and the sweatshop*, op. cit.
- 35 Gender and Development Network. Women's economic justice and feminist macroeconomic alternatives. <https://gadnetwork.org/issues/womens-economic-justice>
- 36 N. Ahmed, et al. (2022), *Les inégalités tuent : Face aux inégalités record engendrées par la COVID-19, l'urgence de mesures sans précédent*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/publications/les-inegalites-tuent>
- 37 D. Archer et R. Saalbrink (2021), *The Public Versus Austerity: Why Public Sector Wage Bill Constraints Must End*. ActionAid. <https://actionaid.org/publications/2021/public-versus-austerity-why-public-sector-wage-bill-constraints-must-end>
- 38 S. Reis (2018), *The Impact of Austerity on Women in the UK*. Women's Budget Group. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Development/IEdebt/WomenAusterity/WBG.pdf>
- 39 M. Marmot, J. Allen, T. Boyce, P. Goldblatt et J. Morrison (2022), *Health Equity in England*, op. cit.
- 40 S. Hall (2018), *The Personal is Political: Feminist Geographies of/in Austerity*. *Geoforum*. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.04.010>
- 41 D. Abed et A. Kamande (2022), *L'austérité : aussi une question de genre*. Note méthodologique (en anglais). Op. cit.
- 42 UNICEF (29 août 2016), *La collecte de l'eau est souvent une immense perte de temps pour les femmes et les filles*. Communiqué de presse. <https://www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/la-collecte-de-l%E2%80%99eau-est-souvent-une-immense-perte-de-temps-pour-les-femmes>
- 43 A. Parvez Butt, et al. (2018), *Exploring the Need for Gender-Equitable Fiscal Policies for a Human Economy: Evidence from Uganda and Zimbabwe*. Oxfam. DOI : 10.21201/2017.1725. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/exploring-the-need-for-gender-equitable-fiscal-policies-for-a-human-economy-evi-620417/>
- 44 J. Walker, et al. (2022), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2022*. Oxfam et Development Finance International. DOI : 10.21201/2022.9325. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2022-621419/>
- 45 Calculs des auteures d'après l'indice ERI 2022 (ibid). Les données sur la population sont issues de l'évaluation de la population par les Nations Unies pour l'année 2020 (voir <https://population.un.org/wpp/Download/Standard/CSV/>). L'indice ERI 2022 couvre 161 pays et celui de 2020 en comptait 158 (voir <https://policy-practice.oxfam.org/resources/fighting-inequality-in-the-time-of-covid-19-the-commitment-to-reducing-inequality-621061/>). Seuls les pays apparaissant dans les deux indices ont été utilisés pour calculer la tendance.
- 46 Calcul d'après l'indice ERI 2022 (ibid). L'indice ERI couvre 161 pays, pour une population de quelque 5,8 milliards de personnes. 41 % de cette population ne bénéficient pas d'une couverture universelle des services de santé et 17 % sont confrontés à des dépenses directes catastrophiques. Ces pourcentages ont été multipliés par la population mondiale en 2020 (ibid) pour arriver aux chiffres de 3,2 milliards et 1,3 milliard de personnes.
- 47 J. Walker, et al. (2022), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2022*, op cit.
- 48 Debt Justice (2022), *Rising interest rates and falling currencies in lower income countries*. https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2022/09/Bonds-and-exchange-rates_09.22.pdf
- 49 Le terme Dalit signifie « opprimé-e », « brisé-e » ou « écrasé-e » au point de perdre son identité originelle. Cependant, ce nom a été adopté par les personnes autrement appelées Harijans, ou « Intouchables », et est devenu pour elles le symbole d'un mouvement pour le changement et pour l'éradication de l'oppression séculaire du système des castes. En termes juridiques et constitutionnels, les Dalits sont connus en Inde comme des castes répertoriées. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse suivante : <https://minorityrights.org/minorities/dalits/>
- 50 N. Ahmed, et al. (2022), *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 51 L. Hiam, D. Dorling, D. Harrison et M. McKee (2017), Why has mortality in England and Wales been increasing? An iterative demographic analysis. *Journal of the Royal Society of Medicine*, 2017;110(4):153–162. <https://doi.org/10.1177/0141076817693599>
- 52 M. Marmot, J. Allen, T. Boyce, P. Goldblatt et J. Morrison (2022), *Health Equity in England*, op. cit.
- 53 Ibid.
- 54 A. Abu, et al. (4 juin 2020), *Outrage over cut in health, education budgets*. *The Guardian Nigeria*. <https://guardian.ng/news/outrage-over-cut-in-health-education-budgets/>
- 55 OMS (2015), *Trends in Maternal Mortality: 1990 to 2015 – Estimates Developed by WHO, UNICEF, UNFPA, World Bank Group and the United Nations Population Division*. <https://reliefweb.int/report/world/trends-maternal-mortality-1990-2015-estimates-who-unicef-unfpa-world-bank-group-and>
- 56 OMS (25 juin 2019), *Maternal health in Nigeria: generating information for action*. <https://www.who.int/news/item/25-06-2019-maternal-health-in-nigeria-generating-information-for-action>
- 57 D. Sands (2012), *The Impact of Austerity on Women*. Fawcett Society. <https://www.fawcettsociety.org.uk/Handlers/Download.ashx?IDMF=f61c3b7e-b0d9-4968-baf6-e3fa0ef7d17f>
- 58 M. Mitchel, K. Beninger, N. Rahim et S. Arthurs (2013), *Implications of austerity for LGBT people and services*. NatCen. <https://natcen.ac.uk/our-research/research/implications-of-austerity-on-lgbt-people-in-public-services/> ; et F. Colgan, C. Hunter et A. McKearney (2014), *'Staying Alive': The Impact of 'Austerity Cuts' on the LGBT Voluntary and Community Sector (VCS) in England and Wales*. <https://openresearch.lsbu.ac.uk/item/8780v>

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

- 59 Womensgrid (15 juin 2015), *Rape Crisis Network Ireland (RCNI) response to withdrawal of funding*, op. cit. <https://www.womensgrid.org.uk/groups/?p=3321>
- 60 A. Elomaki (2012), *The price of austerity: The Impact on Women's Rights and Gender Equality in Europe*. European Women's Lobby. <https://www.womenlobby.org/The-Price-of-Austerity-The-Impact-on-Women-s-Rights-and-Gender-Equality-in>
- 61 J. Leigland (2018), *Public Private Partnerships in Developing Countries: The Emerging Evidence-based Critique*. The World Bank Research Observer, Vol. 33, Issue 1, February 2018, pp. 103–134. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkx008>.
- 62 Y. Fall (2011), *The Cost of Commoditization of Food and Water for Women*. Dans D. Elson et D. Jain (eds) (2011), *Harvesting Feminist Knowledge for Public Policy: Rebuilding Progress*. International Development Research Centre, Sage.
- 63 Ibid.
- 64 International Transport Forum (2018), *Women's Safety and Security: A Public Transport Priority*. <https://www.itf-oecd.org/womens-safety-security>
- 65 ONU Femmes (2021), *Women and Public Transport in East Africa: Statistical evidence of women's use and experience of public transport in Nairobi*. https://data.unwomen.org/sites/default/files/documents/Publications/Nairobi_public-transport_statistical-evidence.pdf
- 66 N. Abdo (2019), *The Gendered Impact of IMF Policies in MENA: The case of Egypt, Jordan and Tunisia*. Oxfam. DOI: 10.21201/2019.5143. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-gendered-impact-of-imf-policies-in-mena-the-case-of-egypt-jordan-and-tunisi-620878/>
- 67 Ibid.
- 68 Ibid.
- 69 Ibid.
- 70 N. Ahmed, et al. (2022), *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 71 C. Glover (2018), *Violent proletarianisation: Social murder, the reserve army of labour and social security austerity in Britain*. *Critical Social Policy*. Vol. 39, Issue 3. Sage journals. <https://doi.org/10.1177/026101831881693>
- 72 Ibid.
- 73 S. Bhalla, K. Bhasin et A. Virmani (2022), *Pandemic, Poverty, and Inequality*, op. cit.
- 74 I. Ortiz, M. Cummins, J. Capaldo et K. Karunanethy (2015), *The Decade of Adjustment: A Review of Austerity Trends 2010–2020 in 187 Countries*. ESS Working Paper No. 53. Université de Columbia, OIT et South Centre. https://www.ilo.org/secsoc/information-resources/publications-and-tools/Workingpapers/WCMS_431730/lang--en/index.htm
- 75 Statista (2022), Inflation rate for food in Kenya from March 2020 to May 2022. <https://www.statista.com/statistics/1136782/food-inflation-rate-in-kenya/#:~:text=In%20May%202022%2C%20the%20year,the%20country%20since%20March%202022.>
- 76 R. Selim (2013), *The political economy of food price: The case of Bangladesh*. Document de travail de WIDER n° 2013/002. The United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER), Helsinki. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198718574.003.0011>
- 77 Oxfam (19 avril 2022), *Le FMI doit abandonner ses exigences d'austérité alors que la crise du coût de la vie fait augmenter la faim et la pauvreté dans le monde*. Communiqué de presse. <https://westafrica.oxfam.org/fr/node/325>
- 78 N. Abdo (2019), *The Gendered Impact of IMF Policies in MENA*, op. cit.
- 79 N. Abdo (18 avril 2022), *How the IMF is pushing an austerity-based recovery*. Oxfam International, Washington Office blog. <https://medium.com/@0xfamIFIs/how-the-imf-is-pushing-an-austerity-based-recovery-f19c6040e918#:~:text=As%20part%20of%20its%20IMF,into%20deeper%20hunger%20and%20instability>
- 80 A. Parkes, A. Parvez Butt et D. Stefov (7 mai 2020), *Coronavirus and the case for care: Envisioning a just, feminist future*. Blog From Poverty to Power. <https://frompoverty.oxfam.org.uk/coronavirus-and-the-case-for-care-envisioning-a-just-feminist-future/>
- 81 Action Aid (2018), *Taxation of the informal sector*. Progressive Taxation Briefing. https://actionaid.org/sites/default/files/publications/informal_sector_taxes.pdf
- 82 E. Seery, A. Marriott, K. Malouf-Bous et R. Shadwick (2020), *From Catastrophe to Catalyst: Can the World Bank make COVID-19 a turning point for building universal and fair public healthcare systems?* Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/catastrophe-catalyst>
- 83 I. Ortiz, M. Cummins, J. Capaldo et K. Karunanethy (2015), *The Decade of Adjustment*, op. cit.
- 84 Ibid.
- 85 C. P. Chandrasekhar, J. Ghosh, N. Yadav et S. Sharma (2021), *Insecurity of women workers and the chimera of formality in India*. Dans *Informal Women Workers in the Global South*. Routledge.
- 86 OIT (2018), *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture*. Third Edition. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf
- 87 M. Aleksynska (2017), *Women in Non-standard Employment*. INWORK Policy Brief No. 9. OIT. https://www.ilo.org/travail/info/fs/WCMS_556160/lang--en/index.htm
- 88 StatBel (31 mars 2022), *A quarter of employees work part-time*. <https://statbel.fgov.be/en/themes/work-training/labour-market/part-time-employment>
- 89 Gouvernement australien (2022), *Gender equality workplace statistics at a glance 2022*. Workplace Gender Equality Agency. <https://www.wgea.gov.au/publications/gender-equality-workplace-statistics-at-a-glance-2022>
- 90 Statistique Canada (2022), *Caractéristiques de la population active selon l'industrie, données annuelles (x 1 000)*. Tableau 14-10-0023-01. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb11/fr/tv.action?pid=1410002301>
- 91 TUC (2015), *The Impact on Women of Recession and Austerity*. <https://www.tuc.org.uk/sites/default/files/WomenRecession.pdf>
- 92 APWLD (5 novembre 2020), *Solidarity with Indonesian Feminist, Labour and Social Movements against Omnibus Law on Job Creation*. <https://apwld.org/>

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

solidarity-with-indonesian-feminist-and-social-movements-against-omnibus-law-on-job-creation/

- 93 Ethics Unwrapped (non daté), *Collapse at Rana Plaza*. McCombs School of Business, The University of Texas at Austin. <https://ethicsunwrapped.utexas.edu/video/collapse-at-rana-plaza>
- 94 N. Ahmed (2022), *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 95 Ibid.
- 96 OIT (2021), *Bâtir un avenir plus équitable : les droits des femmes au travail et en milieu de travail au cœur de la reprise post-COVID*. Note de synthèse. https://www.ilo.org/gender/Informationresources/Publications/WCMS_814505/lang--fr/index.htm
- 97 J. Walker, et al. (2022), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2022*, op cit.
- 98 Un contrat zéro heure est un contrat dans lequel l'employeur ne garantit aucun nombre d'heures de travail à l'employé-e.
- 99 TUC (14 juin 2021), *BME women almost twice as likely to be on zero-hours contracts as white men, TUC and ROTA find*. <https://www.tuc.org.uk/news/bme-women-almost-twice-likely-be-zero-hours-contracts-white-men-tuc-and-rot-a-find>
- 100 T. Mukhtarova, F. A. Baig et Z. Hasnain (27 septembre 2021), *Cinq enseignements sur l'égalité hommes-femmes dans le secteur public*. Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/fr/governance/cinq-enseignements-sur-egalite-hommes-femmes-dans-le> ; D. Archer et R. Saalbrink (2021), *The Public Versus Austerity*, op. cit.
- 101 D. Archer et R. Saalbrink (2021), Ibid.
- 102 N. Abdo (2019), *The Gendered Impact of IMF Policies in MENA*, op. cit.
- 103 D. Archer et R. Saalbrink (2021), *The Public Versus Austerity*, op. cit.
- 104 Ibid.
- 105 Ibid.
- 106 Ibid.
- 107 M. B. Kangarlou, F. Fatemi, F. Paknazar et A. Dehdashti (2022), *Occupational Burnout Symptoms and Its Relationship With Workload and Fear of the SARS-CoV-2 Pandemic Among Hospital Nurses*. *Public Health*, 27 avril 2022. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2022.852629>
- 108 M. Hogenboom (18 mai 2021), *The hidden load: how 'thinking of everything' holds mums back*. BBC. <https://www.bbc.com/worklife/article/20210518-the-hidden-load-how-thinking-of-everything-holds-mums-back>
- 109 M. Bolis, et al. (2020), *Le travail de soin aux temps du coronavirus : Pourquoi le travail de soin est-il un enjeu essentiel pour la construction d'un futur féministe après le COVID-19 ?* Oxfam. DOI : 10.21201/2020.6232. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/care-in-the-time-of-coronavirus-why-care-work-needs-to-be-at-the-centre-of-a-po-621009/>
- 110 D. Archer et R. Saalbrink (2021), *The Public Versus Austerity*, op. cit.
- 111 J. Walker, et al. (2022), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2022*, op cit.
- 112 R. Noble, R. Walker, L. Caballero et A. Herten (2020), *Another World is Possible: Advancing feminist economic alternatives to secure rights, justice and autonomy for women and a fair, green, gender equal world*. ActionAid. <https://www.actionaid.org.uk/publications/another-world-possible-advancing-feminist-economic-alternatives>
- 113 F. Kelleher (2017), *Disrupting Orthodoxies in Economic Development: An African Feminist Perspective*. *Feminist Africa*, Vol. 22. <https://feministafrica.net/2019/08/15/disrupting-orthodoxies-in-economic-development-an-african-feminist-perspective-2/>
- 114 R. Sharpe (2017), *Making Tax Work for Women's Rights*. ActionAid. https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/actionaid_briefing_making_tax_work_for_womens_rights.pdf
- 115 FEMNET (2017), *What are the Gender Dimensions of IFFs? Strengthening African Women's Engagement and Contribution*. <https://femnet.org/wp-content/uploads/2017/07/FEMNET-Full-Research-paper-on-Gender-Dimensions-of-IFFs-21.7.2017.pdf>
- 116 K. Ghosh (2010), *Gender-sensitive Macroeconomics and Reshaping Economic Development in the Context of the Crisis*. Dans C. Wichterich (ed) (2015), *In search of Economic Alternatives for Gender and Social Justice: Voices from India*. WIDE.
- 117 L. Barba et R. Coello (2017), *Gender-Responsive Budgeting in Latin America: Regional Learning to Advance Financing for Gender Equality*. Dans *Financing for Gender Equality*, pp. 105-139. Palgrave Macmillan, Londres.
- 118 D. Abed et A. Kamande (2022), *L'austérité : aussi une question de genre*. Note méthodologique (en anglais). Op. cit.
- 119 V. Montúfar (19 mai 2022), *A feminist just transition must be anti-patriarchal and decolonial*. *Internationale des services publics*. <https://publicservices.international/resources/news/a-feminist-just-transition-must-be-anti-patriarchal-and-decolonial?id=13045&lang=en>
- 120 M. Weisbrot, et al. (2009), *IMF-Supported Macroeconomic Policies and the World Recession: A Look at Forty-One Borrowing Countries*. Center for Economic Policy and Research. <https://cepr.net/report/imf-supported-macroeconomic-policies-and-the-world-recession/>
- 121 D. Appel et F. Ngom (18 juillet 2022), *Trois pistes d'action concrètes pour combler les lacunes en matière de données sur le genre*. Blog OECD Development Matters. <https://oecd-development-matters.org/2022/07/27/trois-pistes-daction-concretes-pour-combler-les-lacunes-en-matiere-de-donnees-sur-le-genre/>
- 122 Département des Nations Unies des affaires économiques et sociales (2016), *Integrating a Gender Perspective into Statistics*. <https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/Standards-and-Methods/files/Handbooks/gender/Integrating-a-Gender-Perspective-into-Statistics-E.pdf>
- 123 S. Feldman, et al. (2019), *Quantifying Sex Bias in Clinical Studies at Scale With Automated Data Extraction*. *JAMA Netw Open*. 2019;2(7):e196700. doi:10.1001/jamanetworkopen.2019.6700. <https://jamanetwork.com/journals/jamanetworkopen/fullarticle/2737103?widget=personalizedcontent&previousarticle=0>

L'AUSTÉRITÉ : AUSSI UNE QUESTION DE GENRE

Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre

- 124 Global Health 50/50 (non daté), *Organisations generally fail to present sex-disaggregated programmatic data*. <https://globalhealth5050.org/gh5050-summary-findings-on-sex-disaggregation-of-data/>
- 125 Parline UIP. *Moyennes mondiales et régionales de femmes dans les parlements nationaux*. <https://data.ipu.org/fr/women-averages>
- 126 ONU Femmes. *Faits et chiffres : Le leadership et la participation des femmes à la vie politique*. <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>
- 127 Oxfam Brésil (25 juillet 2022), *Estudo mostra que equidade de gênero na política brasileira pode levar mais de um século*. Communiqué de presse. [En portugais] <https://www.oxfam.org.br/noticias/estudo-mostra-que-equidade-de-genero-na-politica-brasileira-pode-levar-mais-de-um-seculo/>
- 128 M. El Chamaa (18^{er} mai 2022), *Meet the eight women elected to Parliament in 2022*. L'Orient Today. <https://today.lorientlejour.com/article/1300011/-25.html>
- 129 LGBTQ Victory Institute (2022), *Out for America 2022: A Census of Out LGBTQ Elected Officials Nationwide*. <https://victoryinstitute.org/wp-content/uploads/2022/09/Out-for-America-Report-2022-web.pdf>
- 130 O. Folke et J. Rickne (2020), *All the Single Ladies: Job Promotions and the Durability of Marriage*. *American Economic Journal: Applied Economics*, 12 (1): 260–87. DOI : 10.1257/app.20180435. <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/app.20180435>
- 131 N. M. Garlick (2020), *Impact of Shrinking Space on Women Organising in Jordan*. Kvinna till Kvinna Foundation. <https://kvinnatillkvinna.org/wp-content/uploads/2021/08/IMPACT-OF-SHRINKING-CIVIC-SPACE-ON-FEMINISTS-ORGANISING-IN-JORDAN-1.pdf>

© Oxfam International novembre 2022

Pour toute information complémentaire sur les problématiques abordées dans ce document, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Envoyez un e-mail à policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Traduction et relecture : Barbara Scottu

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-985-1 en novembre 2022.
DOI : 10.21201/2022.9844

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (<https://oxfamibis.dk/>)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
KEDV (www.kedv.org.tr)



OXFAM